

**INVESTISSEMENT GARANTI
À INTERÊT COMPOSÉ**
Éligible au REER

9,20%

7 ans à 4 mois
Interêt composé
Couverture hypothécaire
Généraliste
Minimum 10 000 \$
Journal de 20 000 \$

Marcel Crocena
416-847-4555

**NESBITT
THOMSON**

* Sujets à changement et disponibilité
* Taux en date du 24 mai 1994

SAMEDI 28 MAI 1994

LE SOLEIL

QUÉBEC, 98^e ANNÉE, NO 148
108 PAGES, 7 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) **3.50** TPS 0.24 TVQ 0.30 **4.04**

MONTREAL-OTTAWA **1.50** Plus TPS TVQ

1,35\$ Plus TPS TVQ

Les Industries Tolbec Inc.

**REVÊTEMENT
TOLE ÉMAILLÉE**

TOLBEC

Tél.: (418) 872-3738

1780, route de l'Aéroport, Sainte-Foy
C.P. 70, L'Ancienne-Lorette G2L 3M2

MAXIMUM sports



La vie est une négociation

À lire demain : un portrait de Pierre Lacroix, le nouveau directeur général des Nordiques de Québec.



2

4

Bon début pour le lanceur Gabe White

À son premier départ dans les ligues majeures, White n'a donné qu'un point et quatre coups sûrs en six manches pour savourer la victoire. **S-4**

LES ARTS

Yabba-dabba-doo !

Steven Spielberg vient de transposer au grand écran la populaire série télé des

Pierrafeu

(The Flintstones).

John

Goodman (ci-dessus) interprète

Fred Caillou. En français, Yves

Corbeil lui prête sa voix. **C-1**



L'ÉDITORIAL

Le caillou caché dans l'engrenage

Des cégépiens de Beauce-Applaches déplorent la crise des valeurs qui se cache sous le discours sur la réussite économique. **A-16**

L'INDEX

Annonces classées	E-8 à E-18 G-6 à G-10
Arts	Cahier C
Bridge / Mot mystère	G-10
Bonne chère	D-1 à D-3
Carrières	G-1 à G-5
Décès	G-10 à G-12
Dossiers	A-15 et A-17
Économie	B-1 à B-6
Éditorial	A-16
Habitat	E-1 à E-7
Horoscope	G-9
Le Monde	D-4, D-5, D-7 et D-8
Le monde des fonctionnaires	A-8
Michel David	A-16
Mot fléchi	G-9
Où aller à Québec	C-13
Tourisme	Cahier F
Une place au soleil	G-5

TABLOÏD SPORT	S-1 à S-14
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Mots croisés / Mot mystère	S-14

LA MÉTÉO

Ennuagement suivi d'averses ce matin, dégagement partiel cet après-midi, max. 16, min. 5. **S-16**



Les interventions politiques se succèdent

Accusations de méfaits à Oka

QUÉBEC — Des accusations de méfait seront portées contre deux individus de Kanesetake relativement aux travaux entrepris près du terrain de golf, a annoncé hier la Sûreté du Québec au moment où le Québec émettait un ultimatum dans ce qui a les apparences d'une nouvelle crise amérindienne.

par DONALD CHARETTE
LE SOLEIL

Une série d'événements se sont succédé hier et dans les officines gouvernementales on était sur le qui-vive. La SQ a confirmé que des plaintes de méfaits, prise de possession par la force et détention par la force d'un bien immobilier (en l'occurrence la rue près du terrain de golf d'Oka) avaient été portées contre un homme de 43 ans et un autre de 39 ans. Ceux-ci devront comparaître le 5 juillet au palais de justice de Saint-Jérôme. C'est la ville d'Oka elle-même qui avait porté plainte hier matin alors que les Mohawks ont utilisé des rétrocaveuses pour agrandir leur cimetière en empiétant sur la route du golf.

Les travaux des Mohawks ont pris fin hier pour le week-end et on ignore s'ils reprendront lundi.

Ces événements ont provoqué une série d'interventions politiques. Le ministre délégué aux Affaires autochtones du Québec, Christos Sirros, a lancé un ultimatum aux Mohawks et averti le fédéral que ce dossier pouvait déraiser et nécessiter l'intervention des forces policières.

Pour faire baisser la pression, à Ottawa, le ministre des Affaires indiennes, Ron Irwin, a annoncé que, quatre ans après la crise d'Oka, le fédéral rachetait les propriétés de 25 familles blanches. De même, le ministre a décidé de nommer un médiateur dans ce conflit, soit le juge Réjean Paul. Plus tôt cette semaine, le gouvernement canadien avait annoncé la nomination de l'avocat Michel Robert comme négociateur avec les Mohawks mais ceux-ci refusent toujours de le rencontrer.

Du côté du Québec, le ministre Sirros a haussé le ton. Dans une lettre, il presse le chef Jerry Peltier de ramener l'ordre et dit craindre que « ce dossier de négociation dérape et devienne un dossier de sécurité publique ». Dans une autre missive au ministre Irwin, M. Sirros avertit qu'à défaut de conditions claires cette situation sera traitée comme un « problème de sécurité publique, avec toutes les conséquences que vous connaissez ».

M. Sirros a d'ailleurs multiplié les entrevues pour expliquer que

le Québec sera « calme et ferme ». Interrogé par LE SOLEIL, M. Sirros a soutenu que « si les travaux persistent lundi, il n'y aura pas de négociations ».

M. Sirros a mis en cause la

bonne foi du chef Peltier qui refuse de parler au Québec. Sommes-nous au début d'une nouvelle crise amérindienne ? « Nous suivons la situation de près, c'est imprévisible », répond-il.

Mais le Québec est loin d'écarter l'intervention de la SQ ou de la GRC à Oka. « En ce qui concerne l'implication ou l'intervention de la GRC, c'est à la demande du Québec que quelque chose com-

me ça pourrait arriver, si c'était nécessaire. Nous allons faire appliquer les lois ».

Autres textes en A-6 et A-7

LE SOLEIL déménage dans l'édifice de La Solidarité



Le président et éditeur du SOLEIL, M. Gilbert Lacasse (à gauche), et le président de La Solidarité, M. Andréa Latulippe, devant l'édifice qui logera les bureaux de votre quotidien.

Grand branle-bas en novembre

QUÉBEC — C'est dans l'édifice de la compagnie d'assurance La Solidarité, au 925, chemin Saint-Louis, à Québec, que le quotidien LE SOLEIL déménagera en novembre ses services de rédaction, de publicité, de tirage et d'administration.

par LOUIS TANGUAY
LE SOLEIL

La nouvelle a été confirmée, en fin de journée hier, par le président et éditeur du journal, M. Gilbert Lacasse, et le président de La Solidarité, M. Andréa Latulippe.

LE SOLEIL occupera deux étages contigus de l'immeuble dans sa partie sud-ouest. En expliquant ce choix, M. Lacasse a souligné que, malgré le taux élevé d'occupation dans les

édifices commerciaux, peu d'immeubles répondaient aux besoins du journal de grouper, pour des raisons d'efficacité, tous ses services sur un maximum deux étages totalisant une surface d'environ 4200 mètres carrés (45 000 pieds carrés).

« Nous avons trouvé à La Solidarité un immeuble de haute qualité, géré par un propriétaire occupant, un endroit propice au travail et au bien-être de nos employés et à des conditions comparables à ce que nous aurions pu obtenir ailleurs », a affirmé

l'éditeur du SOLEIL, M. Lacasse a précisé qu'il n'a jamais été question de quitter Québec, ville à laquelle le journal est identifié depuis 98 ans.

De son côté, M. Latulippe s'est dit satisfait d'ajouter le grand quotidien de Québec « à la liste prestigieuse de nos locataires comme le cabinet d'avocats Lavery de Billy, la firme de comptables Poissant Thibault-Peat Marwick Thorne, les courtiers Richardson Greenshields, L'Unique compagnie d'assurances générales et Les Placements Boiteau ».

La disponibilité immédiate des locaux permettra au SOLEIL de commencer rapidement ses

travaux d'aménagement qui se poursuivront sur environ trois mois. Ce processus s'accompagnera de l'installation de la nouvelle technologie informatique dont le journal compte se doter pour transmettre électroniquement ses pages à sa nouvelle imprimerie (Imprimerie Canada) dans le parc industriel Métrobec à compter du début de l'année prochaine.

« Au cours des prochains mois, a ajouté M. Lacasse, Groupe UniMedia inc., propriétaire du SOLEIL, étudiera l'avenir du site actuel du journal sur la rue Saint-Vallier Est dans le contexte du développement anticipé du quartier Saint-Roch. »

Loto-Québec réajuste son tir

Le réseau de loterie-vidéo monté à la pièce

QUÉBEC — Devant le peu d'intérêt que suscite son réseau de loterie-vidéo, Loto-Québec réajuste le tir et tente de convaincre personnellement certains tenanciers de bars de prendre des appareils au cours des prochaines semaines.

par VINCENT MARISSAL
LE SOLEIL

C'est le cas, entre autres, de la Taverne Magnan, une institution du genre à Montréal, qui est aussi un des plus gros vendeurs de Mise-o-Jeu au Québec. Bernard Magnan, le propriétaire, a reçu la visite de Daniel Lamoureux, dernièrement.

« M. Lamoureux m'a expliqué comment les appareils fonctionnent et m'a demandé si j'étais intéressé à prendre des appareils

au cours de l'été, indique M. Magnan. Nous en sommes presque arrivés à une entente. C'est assez lucratif, mais je n'ai pas pris ma décision parce que je ne suis pas sûr que ce produit convienne à ma clientèle. »

Un porte-parole de Loto-Québec, Jean-Pierre Roy, a confirmé au SOLEIL que des tenanciers et des hôteliers ont été approchés par des représentants de la Société des loteries vidéo du Québec (SLVQ) « parce qu'il y a actuellement beaucoup de confusion et qu'il faut leur expliquer comment

ça marche ».

« Les prototypes d'appareils seront prêts d'une semaine à l'autre, explique M. Roy. On pense qu'il y aura un effet déclencheur quand les propriétaires de bars et les joueurs pourront voir les appareils. »

Selon Renaud Poulin, président de la Corporation des propriétaires de bars, de brasseries et de tavernes du Québec, la démarche de Loto-Québec provoque plutôt un effet de panique parmi les tenanciers. La nouvelle des visites de la SLVQ s'est répandue comme une trainée de poudre dans le petit monde des bars, qui craignent que Loto-Québec n'entre en douce dans certains établisse-

ments qui n'ont pas d'appareils de loterie-vidéo.

M. Poulin explique que quelques jours après le passage de M. Lamoureux à la Taverne Magnan, les tenanciers voisins « très inquiets » ont appelé à la Corporation. « Ça ne devrait pas marcher comme ça, tout se fait en cachette, s'offusque M. Poulin. Loto-Québec veut nous faire peur et briser la solidarité des tenanciers qui refusent ses conditions en installant au plus vite des appareils là où il n'y en a pas. »

D'après Renaud Poulin, Loto-Québec cible les établissements qui n'offrent pas de loterie-vidéo à leur clientèle parce que ceux-ci se laisseront plus facilement tenter

par le 20 % de retour offert par le gouvernement. « C'est certain qu'un propriétaire qui se fait offrir jusqu'à 20 000 \$ de revenus supplémentaires par mois ne va pas refuser. »

Plus de deux mois après avoir envoyé les formulaires de demande de licence aux 9000 établissements détenteurs d'un permis d'alcool, la Régie des alcools, des courses et des jeux n'a reçu que 600 réponses. De plus, la présentation des nouveaux appareils et des conditions financières, il y a deux semaines à Québec, s'est soldée par le refus catégorique de la Corporation des propriétaires de bars, de brasseries et de tavernes.

Venez voir!

**PLACE
LAURIER**
PLACE AUX IDÉES
ILLIMITÉES

PLACE AU CAMPING

MAIL CENTRAL

Venez découvrir un sentier aménagé en terrain de camping où tout un choix d'articles et de vêtements pour campeurs seront exposés.

DU JEUDI 2 JUIN AU DIMANCHE 5 JUIN 1994

Place au jardinage et aménagement paysager

Dernière chance de vous informer auprès de nos experts dans le mail central.

Jusqu'à dimanche 29 mai 1994

Exposition des photographes artisans de Québec

Collection photographique de photographes artisans

Au 3^e étage, mail sud-ouest la Baie.

Du 25 mai au 4 juin 1994

Service à la clientèle: 651-5000



Le niveau d'eau a atteint 6,30 m jeudi matin et 6,35 m, hier, en raison des grandes marées. La crue des eaux étaient particulièrement visible dans le secteur du Vieux-Port.

Des spécialistes de la mesure des marées

Infomar avait vu venir le grand coup d'eau du fleuve

QUÉBEC — La marée de jeudi matin devait être la plus importante de l'année à Québec. C'était inscrit dans la table des marées, le document de référence des navigateurs et armateurs du Saint-Laurent. Quelle ne fut donc pas la surprise de plusieurs, hier matin, de voir l'eau monter de cinq centimètres supplémentaires, 25 de plus que les prévisions. Pourtant, quelque part dans un bureau situé en face du bassin Louise, un système informatique détenait depuis plusieurs heures ces informations qui, au-delà de leurs conséquences spectaculaires, peuvent représenter des profits intéressants pour les compagnies de transport maritime.

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

Grâce aux renseignements transmis depuis un marémètre installé dans le hangar du quai 27 et un sophistiqué programme d'extrapolation mathématique, le système SINECO (Système d'information sur les niveaux des eaux côtières et océaniques) avait vu venir le coup d'eau, explique le responsable des opérations de la firme Infomar, Bruno Lépine.

« La table des marées de Pêches et Océans avait prévu 6,10 m hier matin. Comme l'indique l'ordinateur, l'eau est montée jusqu'à 6,35 m à 8 h 31 », souligne M. Lépine, en jetant un oeil aux courbes affichées à l'écran.

La petite compagnie a vu le jour dans la foulée des recommandations d'un comité de Ports Canada chargé d'étudier la profondeur des eaux du Saint-Laurent. Le service hydrographique du Canada a travaillé en étroite collaboration avec les pilotes du Saint-Laurent, ainsi que les ports de



Bruno Lépine, de la compagnie Infomar, jette un coup d'oeil aux courbes des grandes marées qui ont touché la région ces derniers jours.

Montréal, Québec, Trois-Rivières et Bécancour pour mettre en place le système, dont l'exploitation a ensuite été confiée à Infomar.

En activité depuis l'an dernier, SINECO fonctionne grâce à 16 marémètres disséminés sur les deux rives du Saint-Laurent, depuis Montréal jusqu'à Sept-Îles. Dans la région, outre celui du port de Québec, deux autres appareils ont été installés à Lévis et Saint-François, à l'île d'Orléans. On prévoit en placer un autre un peu plus à l'est de l'île, dans un secteur de navigation stratégique, ainsi qu'à Neuville et Portneuf.

Ces instruments permettent la compilation de données informatiques afin de mettre au point des modèles mathématiques pour établir de meilleures prévisions des niveaux d'eau.

Planification des chargements

Même si le système est encore embryonnaire, M. Lépine ne cache pas son enthousiasme face à ses multiples possibilités, particulièrement pour les armateurs qui peuvent optimiser le chargement de leurs navires.

« Les compagnies maritimes peuvent planifier leur chargement de façon plus sécuritaire selon le

niveau d'eau. Dans un navire, chaque pouce d'espace peut représenter une somme considérable en bout de ligne », fait savoir M. Lépine. Les différents ports ont investi quelque 400 000 \$ dans le système, preuve des possibilités financières qu'il recèle.

La Garde côtière et la Sécurité civile s'intéressent également de près au système SINECO. Par la précision de ses données, il est facile d'imaginer les avantages que ces organismes pourraient en retirer lorsqu'il est question de prévoir les inondations ou les embâcles.

« Il y a deux ans, en comparant les différences de niveaux d'eau entre nos marémètres du lac Saint-Pierre et de Sorel, nous savions qu'il y avait un embâcle avant que la Garde côtière y dépêche ses brise-glaces », souligne M. Lépine.

Le jour n'est pas loin où le système sera indispensable en cas de déversement de pétrole dans le fleuve. En se basant sur les vents, les courants, les marées et la configuration de fonds marins, les spécialistes pourront suivre l'évolution de la nappe d'huile et mettre en place les mesures de protection les plus adéquates.

Accident de rafting sur la Jacques-Cartier Une enquête du coroner pourrait être ouverte

QUÉBEC — Le coroner en chef Pierre Morin n'exclut pas l'idée de tenir une enquête publique à la suite de la mort de deux adeptes du rafting la fin de semaine dernière.

par JOSÉE LAPOINTE
LE SOLEIL

C'est le coroner Yves Turmel qui mène présentement l'enquête sur les circonstances de la noyade de Jean Mailloux, qui a été éjecté du bateau alors qu'il faisait du rafting sur la rivière Jacques-Cartier samedi. « M. Morin attend ce rapport avant de prendre la décision de faire une enquête publique ou non », explique François Houle, du bureau du coroner.

Si M. Turmel concluait qu'il y a eu négligence, imprudence ou non-respect des règles de sécurité de la part de la compagnie de rafting Excursions Jacques-Cartier ce samedi-là, il pourrait recommander cette enquête publique. « L'hésitation de M. Morin vient entre autres du fait qu'une enquête a été menée par le coroner Bouliane sur le même sujet, en 1989, à la suite du décès d'une dame sur la rivière Montmorency », explique François Houle. Le coroner Pierre Morin devra juger la semaine prochaine s'il est vraiment nécessaire de refaire l'exercice quelques années plus tard.

Sans avoir terminé ses investigations, M. Turmel aurait déjà vu des ressemblances entre les

circonstances de la mort de Jean Mailloux et celle de Danielle Boulet sur la rivière Montmorency.

De leur côté, les enquêteurs de la Sûreté du Québec recueillent leurs informations pour savoir s'il y a lieu de porter des accusations de négligence criminelle. « C'est ce qu'on fait habituellement lorsqu'un accident cause la mort d'une personne et que la situation est nébuleuse », explique Réal Ouellet de la SQ. Aucune poursuite civile n'a encore été déposée.

Par ailleurs, la guerre ouverte entre le Conseil canadien des rivières (CRC) et Excursion Jacques-Cartier s'est un peu estompée. Cette semaine, le directeur exécutif du Conseil, M. Shan Mannion, avait fortement critiqué Excursions Jacques-Cartier, qui n'est pas membre du CRC, en l'accusant d'avoir négligé les normes de sécurité.

Cependant, M. Mannion est pourvoyeur de la compagnie concurrente, Excursions Nouveau Monde, qui est située à quelques mètres d'Excursions Jacques-Cartier. Hier, c'est le président du CRC, Christopher Phelan, qui a pris le relais en demandant à son directeur de ne plus se mêler de ce dossier.



Le coroner en chef Pierre Morin jugera, la semaine prochaine, s'il est nécessaire de tenir une enquête, compte tenu du fait qu'un accident semblable avait donné lieu à une enquête publique en 1989.

« Il est en conflit d'intérêts, c'est évident », estime M. Phelan, dont la filiale de Nouveau Monde est installée sur la rivière Outaouais.

M. Phelan vient également tempérer les accusations de négligence posées par M. Mannion. « J'attends d'avoir toutes les informations avant de donner mon opinion sur l'accident malheureux de samedi », déclare-t-il.



SIGNÉ TOMMY HILFIGER

LE BERMUDA DE GOLF 49.95

EN COTON LÉGER, JAMBES DROITES ET AMPLES, TAILLE À PLIS, POCHES FENTES, UN BERMUDA IDÉAL POUR LE GOLF ET LES ACTIVITÉS DE PLEIN AIR. CHOIX DE COLORIS UNIS ET DE CARREAUX MULTIPLES EN COMBINAISONS DE VERT, BLEU, ROUGE, MARINE. 30 À 40. RÉG. 75.00

la maison
simons

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

En Bref

■ Garçon grièvement blessé

QUÉBEC — Un garçon de Québec âgé de 13 ans se trouvait entre la vie et la mort, hier en soirée, après avoir été heurté par une voiture, vers 16 h 40, devant le 179 de la 18e Rue, à l'angle du boulevard Cardinal-Villeneuve, à Québec. Les ambulanciers ont conduit le garçon à l'hôpital de l'Enfant-Jésus. Le conducteur de l'automobile s'en est tiré indemne.

■ Il se jette devant la voiture d'un fuyard

QUÉBEC — Un fraudeur qui se sauvait de Place Fleur de Lys, hier en début de soirée, après avoir tenté de payer ses achats dans un magasin avec une carte de crédit falsifiée, a foncé en voiture sur un téméraire gardien de sécurité du centre commercial qui tentait de l'arrêter. Le gardien de sécurité a frappé avec son poing le pare-brise de la voiture du fuyard qui a pris l'aspect d'une toile d'araignée. Le gardien a sérieusement amoché sa main, ce faisant, et le fraudeur a tout de même pu s'échapper.

■ Garçon tué

PONT-ROUGE — Un garçon de 12 ans est mort, hier soir, après avoir été happé, un peu après 20 h, par une automobile dans une rue du village de Pont-Rouge, au nord de Donnacona. Au moment de mettre sous presse, la Sûreté du Québec, débordée par le renversement d'un camion en soirée, à Sainte-Foy, était incapable de détailler les circonstances de l'accident.

■ Collision mortelle

DESCHAMBAULT — Une femme de Chicoutimi a trouvé la mort, hier, à la suite d'une collision entre deux voitures, survenue à 17 h 45, à l'intersection de la sortie de l'autoroute 40 et de la route 363, à Deschambault, à mi-chemin entre Québec et Trois-Rivières. Encore ici, la Sûreté du Québec, accaparée par le renversement d'un camion à Sainte-Foy, n'a pu fournir de précisions au moment de mettre sous presse.

LA QUOTIDIENNE

tirage du 27-05-94

4-0-3

2-0-3-4

INTER-PLUS

111412 gagne 250 000 \$

11412 gagnent 2500 \$

1412 gagnent 250 \$

412 gagnent 25 \$

12 gagnent 10 \$

MINI-LOTO

907426 gagnent 50 000 \$

07426 gagnent 5000 \$

7426 gagnent 250 \$

426 gagnent 25 \$

26 gagnent 5 \$

90742 gagnent 1000 \$

9074 gagnent 100 \$

907 gagnent 10 \$

LA TROIS

LE SOLEIL

Un quinquagénaire originaire de Lyster

La bactérie dévoreuse frappe un homme à Québec

QUÉBEC — Léo Martineau était dans sa chambre à l'hôpital du Saint-Sacrement, avec le Dr Gilles Murray, quand il a entendu parler de la bactérie « mangeuse de chair » qui sévit en Angleterre. À la blague, il a demandé au médecin si ça pouvait être la maladie dont il souffrait. À sa grande surprise, Dr Murray lui a répondu que c'était probablement le cas !

par ISABELLE DUCAS
LE SOLEIL

Tout a commencé il y a trois semaines par une simple égratignure sur le genou de M. Martineau, un homme de 59 ans originaire de Lyster, dans Lotbinière. Une rougeur apparaît autour de la petite blessure et s'étend rapidement.

Le lendemain, il se réveille avec une forte fièvre et un violent mal de tête. Sa jambe est enflée et lui fait très mal. Il se rend donc au CLSC où on diagnostique un empoisonnement sanguin, pour lequel on lui prescrit des médicaments.

Trois jours plus tard, la situation s'est encore détériorée. M. Martineau se rend chez son médecin de famille qui lui annonce qu'il souffre de cellulite aiguë et lui prescrit d'autres médicaments. Mais rien n'y fait : le mal de-

vient insupportable et la blessure est maintenant entourée de cloques d'eau, comme une brûlure. M. Martineau entre à l'hôpital du Saint-Sacrement de Québec le 12 mai.

Cependant, c'est seulement lundi dernier qu'on a découvert qu'il était affecté du streptocoque du groupe A, au moment où les médias rapportent plusieurs décès en Europe causés par ce microbe.

« On me donnait des antibiotiques depuis mon arrivée, mais ma jambe continuait d'enfler et de faire mal, explique M. Martineau. Le 18 mai, ils ont décidé de m'opérer pour vider le pus, et après ça ne faisait plus mal. »

À la suite de l'opération, le laboratoire de l'hôpital a cultivé les microbes prélevés pour en faire l'analyse, et finalement découvrir qu'on avait affaire au streptocoque A.

Heureusement, le mal n'a pas progressé aussi rapidement chez M. Martineau que dans les cas rapportés en Europe, et il s'en tirera avec une cicatrice. Pourquoi ? « On ne sait pas pourquoi le microbe est plus virulent chez certaines personnes que chez d'autres », explique le Dr Gilles Murray, microbiologiste-infectiologue à l'hôpital du Saint-Sacrement, qui a identifié le streptocoque A chez M. Martineau. « Le microbe a un potentiel invasif, mais il reste encore très sensible aux antibiotiques. »

Le Dr Murray signale qu'il y aurait une dizaine de cas graves d'infections au streptocoque A dans la région de Québec à chaque année. Certains patients ont perdu un oeil ou un bout de doigt à cause du microbe. Mais il rappelle que c'est un microbe courant que porte 10 à 15 % de la population sans nécessairement développer une maladie.

La Fédération des médecins spécialistes recommande de prévenir la transmission du microbe en appliquant rigoureusement les mesures d'hygiène et de propreté, et surtout de désinfecter toutes les blessures.

■ Il s'en est tiré

EDMONTON — Werner Groeschel se rappelle l'angoisse qui l'avait envahi lorsqu'il s'est aperçu que sa jambe s'enflait démesurément pour atteindre des proportions grotesques il y a plusieurs années. Après avoir lu les rapports troublants cette semaine au sujet de la rapidité avec laquelle une bactérie dévoreuse de chair avait causé la mort d'une douzaine de personnes en Grande-Bretagne, il se félicite d'avoir eu la présence d'esprit de se rendre à temps à l'hôpital de l'Université d'Edmonton. « Ils n'étaient pas sûrs s'il fallait amputer la jambe », raconte cet habitant d'Edmonton après avoir découvert que la bactérie était en train de s'attaquer à sa jambe en juillet 1991. « Ils m'ont dit que si j'avais attendu un jour de plus j'aurais été un homme mort. » Au moins trois Canadiens ont été atteints au cours des deux derniers jours par la même bactérie. Les derniers cas sont ceux d'une dame de la région d'Ottawa et deux autres personnes habitant au nord de Toronto qui ont été traitées à l'hôpital.

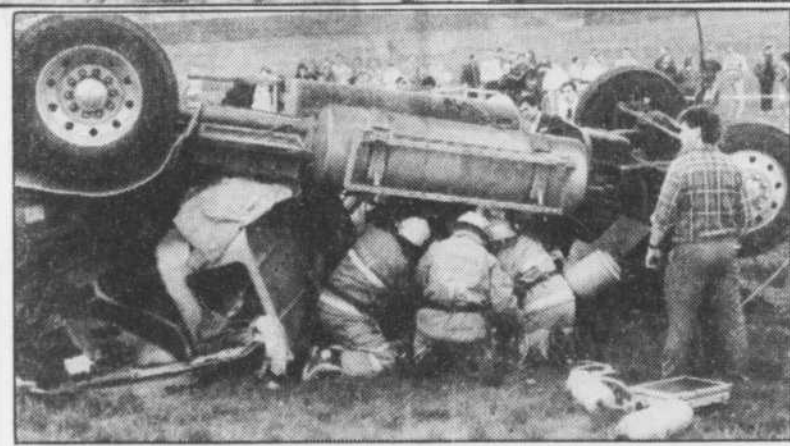


Léo Martineau, originaire de Lyster, a dû subir une intervention chirurgicale pour stopper la progression du microbe.

Un conducteur pris au piège dans son camion



Branle-bas de combat, hier soir à Sainte-Foy, pour sortir le conducteur d'un camion semi-remorque en provenance de Montréal qui a capoté dans la bretelle d'accès à l'autoroute Duplessis. Sud empruntée depuis l'autoroute Charest Est, à Sainte-Foy. Le camion s'est renversé vers 19 h, éparpillant presque tout son chargement de 34 tonnes de planches de bois. Jerry Bruce, de Nouvelle-Écosse, le copilote du véhicule lourd qui avait pris l'apparence d'un amas de tôle froissée avec les roues en l'air a pu sortir sans trop de mal de la cabine du camion. Le chauffeur, blessé mais toujours conscient, est toutefois resté pris. Ce n'est qu'à 22 h 15 que les pompiers de Sainte-Foy ont réussi à l'extirper de sa prison à l'aide de pinces de désincarcération. Presque toutes les voitures des policiers de la Sûreté du Québec en service hier soir ont été réquisitionnées durant l'opération pour diriger la circulation des badauds.



2002

Pas question de tenir un référendum en même temps que les élections

QUÉBEC — Le gouvernement s'apprête à opposer une fin de non-recevoir à la demande de la Communauté urbaine de Québec (CUQ) de tenir un référendum en même temps que les élections provinciales sur le projet de la ville de Québec d'obtenir les Jeux olympiques d'hiver de 2002.

par BENOÎT ROUTHIER
LE SOLEIL

Le ministre responsable de la région, M. Jean Leclerc, a laissé entendre cette position du gouvernement tout en précisant qu'il ne faisait pas là une annonce au nom du gouvernement. Il a ajouté : « Au niveau du principe, ça ne nous sourit pas. »

D'abord M. Leclerc fait voir que ce n'est pas « dans nos moeurs électorales de traiter de beaucoup de choses en même temps, comme ça se pratique aux États-Unis. Puis la prochaine élection sera assez compliquée comme ça sans ajouter cet élément au débat. »

Est-ce que cette déclaration indique que le premier ministre Daniel Johnson s'apprêterait à déclencher des élections référendaires sur la souveraineté du Québec ? La rumeur court mais n'est pas vérifiée.

Par ailleurs, le ministre-député du comté de Taschereau ajoute que son gouvernement est prêt à faciliter la tâche aux autorités régionales qui veulent tenir un référendum au moyen par exemple d'un amendement à la loi électorale qui permettrait à la CUQ d'organiser un tel scrutin et en faisant en sorte qu'elle puisse se servir de la même liste électorale que la province, ce qui réduirait passablement les coûts.

M. Leclerc a enfin indiqué que les négociations sont en cours avec le gouvernement fédéral pour établir sa collaboration au projet des JO de 2002. Les propositions sur la table seraient en bas des 240 millions \$ que voudraient obtenir les organisateurs de Québec 2002 du gouvernement fédéral.

La Caserne de Robert Lepage prend l'eau...

QUÉBEC — Un grand rond humide au plancher entraîne le regard au plafond. Des lattes ont cédé, exposant le bois pourri. Ça suinte. Et ça presse... fait valoir sans le dire Robert Lepage, qui recevait hier les invités du Carrefour et les gens de théâtre de Québec à un 5 à 7, à l'ancienne caserne de pompier Dalhousie. Il y avait presque foule.

par JEAN ST-HILAIRE
LE SOLEIL

Images vidéo à l'appui (le délabrement du plancher de l'étage interdit la surcharge), il nous a fait faire le tour du propriétaire. Rendu sur le toit, quel pot ! deux architectes s'affairaient. Ils photographiaient les alentours. Évidemment, ils ont à voir avec le projet de réfection du bâtiment. Ils ont dit que la « nouvelle » caserne s'intégrera harmonieusement au voisinage, que sa façade actuelle

sera rénovée dans sa facture originale, mais que la façade de l'éventuel centre de recherche théâtrale et artistique, elle, s'élèvera côté nord, « pour que le bâtiment reflète sa nouvelle fonction ».

Conférence informelle, avaient prévenu les organisateurs. Pour l'échéancier, pour le budget de réfection, il faudra attendre. Le montage financier est loin d'être complet, soupire le premier intéressé. La ville de Québec l'a assuré de son soutien, mais les autres ordres de gouvernement tardent à

se commettre.

Conférence informelle, mais pas innocente. L'artiste n'a pas où loger sa nouvelle compagnie, Ex-Machina, il y a le feu. Si les pompiers de la finance (publics ou privés) sont pour se lever, qu'ils le fassent au plus tôt ! fait-il à mots couverts.

Ex-Machina

Ex-Machina, on le sait, diffuse dorénavant les spectacles de Robert Lepage. C'est une troupe de théâtre, oui, mais aussi une compagnie artistique multidisciplinaire qui regroupera des vidéastes, photographes, musiciens, marionnettistes (Josée Campagna, Gérard Bibeau et leur Théâtre de Sable y ont trouvé refuge), peintres, etc. La caserne deviendra leur laboratoire, point à la li-

gne. Elle ne posera pas en nouvelle salle de spectacles.

L'entrée en scène d'Ex-Machina change beaucoup de choses à la vie du Théâtre Repère puisque ce dernier ne diffusera plus les spectacles de Robert Lepage. De fait, les deux entités sont totalement indépendantes. D'un commun accord, elles ont partagé à égalité les subventions reçues cette année par le Repère.

Jacques Lessard en conserve la direction artistique, fonction qu'il assumera de front avec la direction artistique du Théâtre du Bois de Coulange. Le directeur général Michel Bernatchez quitte pour sa part le Repère ce 31 mai. Il passe naturellement à Ex-Machina où il continuera d'appliquer son expertise de la diffusion internationale.



Robert Lepage paraissait bien fier, hier, de présenter la maquette de la « nouvelle » caserne de pompier Dalhousie qui est actuellement rénovée en centre de recherche théâtrale et artistique.

CHEVROLET LUMINA VAN 1994

7 passagers
AIR CLIMATISÉ

299⁹⁴\$
par mois

Garantie TOTAL Assistance

Prêt-rachat Royal

EN EXCLUSIVITÉ!
1er versement dans 90 jours

- Frais de gestion, transport et préparation inclus, taxes en sus.
- Prix de vente de 19 100\$. Financement de 48 mois (8.75%).
- Obligation totale de 14 397,12\$, intérêt de 552,12\$.
- Sujet à l'approbation du crédit par la banque.
- La voiture achetée devra être remise à la banque en remboursement du prêt ou refinancement du solde du prêt.

AUTOROUTE DE LA CAPITALE, BOUL. PIERRE-BERTRAND. TÉL. : (418) 687-5170

PAYEZ MOINS UN POINT C'EST TOUT!

PRIX MAXIMUM VALEUR

FOURNIER
CHEVROLET GEO OLDSMOBILE INC.

Les Acadiens du N.-B. souhaitent un échec aux souverainistes

SHEDIAC, Nouveau-Brunswick (PC) — Les Acadiens du Nouveau-Brunswick ont dit hier soir à Lucien Bouchard qu'ils souhaitent que le projet souverainiste des Québécois se solde par un échec. Ils veulent que le Canada reste uni, tel qu'il est.

« Nous souhaitons que votre effort de faire la séparation du Québec se heurte à un échec », a déclaré le député provincial Bernard Richard, quelques minutes avant que le chef du Bloc québécois ne prenne la parole à l'ouverture du congrès de l'Association des municipalités du Nouveau-Brunswick, à Shediac, au cœur de l'Acadie.

« L'avenir du Québec, a ajouté le député Richard, c'est aussi notre avenir, pour les Acadiens, la séparation du Québec serait un coup très dur ».

« Je souhaite que le Canada reste un pays uni avec le Québec », a affirmé, comme d'autres, Michel Lègère, le maire de Shediac, la capitale mondiale du homard devenue, pour un soir, la capitale mondiale des médias ».

Comme les autres francophones hors Québec, les Acadiens n'ont pas digéré que le Bloc québécois ait fait obstruction en 1992 à l'adoption de la loi fédérale reconnaissant aux Franco-Manitobains le droit à d'éduquer leurs enfants en français. Alors pour quoi ferait-on confiance au Québec dans l'avenir ?



Lucien Bouchard aide sa femme Audrey à descendre de l'avion, à leur arrivée, hier, à Moncton.

Mal à l'aise, le chef du Bloc a vainement tenté de réduire cette affaire à un « accident de procédures » mais a semblé des lors résigné à parler dans le vide. « Si le Québec est plus fort, vous êtes plus forts », a-t-il clamé sans réussir à dégeler son auditoire.

En vérité, son message est tombé à plat. Les quelque 150 per-

sonnes présentes à cette soirée ont poliment écouté le leader du Bloc prédisant qu'avec un Québec souverain, les francophones de toutes les régions du Canada auront droit à des écoles, des programmes de formation professionnelle, de développement économique et culturel, et.

De même ont-elles silencieuse-

ment apprécié l'engagement de Lucien Bouchard à se faire le défenseur des francophones hors Québec aux Communes et sur la scène internationale.

« Nous faisons notre votre combat », a-t-il lancé aux gens toujours froids. Misant sur l'humilité, il a expliqué que le Québec était naguère « tout entier livré aux turbulences politiques engendrées par sa volonté de défendre et de déployer ses prérogatives d'État, n'a pu assumer totalement les responsabilités qui sont siennes en tant que foyer de la francophonie nord-américaine ».

Mais un Québec souverain, a-t-il fait comprendre, sera le point d'appui de toute la francophonie d'Amérique et mettra ses ressources au profit des communautés francophones de toutes les régions du Canada.

Pour ce faire, le gouvernement d'un Québec souverain créera un ministère de la Francophonie « pourvu de ressources budgétaires adéquates » et voué à la défense des intérêts de tous les francophones du Canada et en particulier dans le domaine de l'éducation.

Le chef bloquiste est allé jusqu'à offrir des écoles aux francophones de toutes les régions du Canada. En vain. Le silence dominait, les visages demeuraient impassibles.

Même l'engagement de Lucien Bouchard à faire du Bloc québécois, l'Opposition officielle aux Communes, le défenseur des francophones du Canada a laissé les gens indifférents.



Le premier ministre Jean Chrétien s'adresse à des travailleurs de la construction sur une route d'Edmonton.

Chrétien en a assez d'entendre parler de la souveraineté

EDMONTON (PC) — Le premier ministre Chrétien souhaite que les gens cessent de parler de ce qui pourrait survenir si jamais le Québec accédait à la souveraineté.

souveraineté du Québec et la tenue d'un référendum sont des questions hypothétiques. Selon lui, de toute façon, il est probable qu'aucune de ces hypothèses ne se produira.

Mais le premier ministre a tout de même semblé plus agacé qu'habituellement par le sujet de la possible souveraineté du Québec.

« La population canadienne, et cela inclut les Québécois, en ont plein le dos de la constitution. Est-ce assez clair? », a-t-il déclaré. Certains, par exemple, ont reproché au premier ministre de ne pas avoir préparé de stratégie permettant de composer avec les indépendantistes et de savoir comment régler des questions comme les frontières et la monnaie, advenant le départ du Québec de la confédération canadienne.

« J'ai une stratégie très claire. C'est la foi dans le Canada », a dit M. Chrétien.

« Si les gens se la fermaient à ce sujet-là, je serais très heureux. Je serais très heureux, mais ils sont libres de dire ce qu'ils veulent, car nous vivons dans un pays libre », a déclaré M. Chrétien, visiblement frustré, de passage à Edmonton.

Préférant aborder des questions d'ordre économique, le premier ministre a été lapidaire dans ses réponses et a adopté un ton de plus en plus cassant au sujet de la possible accession du Québec au statut de pays souverain.

Hier, il a dû composer avec les déclarations du premier ministre de la Saskatchewan, Roy Romanow, à l'effet qu'une majorité simple en faveur de la souveraineté, lors d'un référendum, ne suffirait pas selon lui à faire la souveraineté.

M. Chrétien a répété une fois de plus la réponse qu'il formule habituellement lorsqu'on l'interroge à ce sujet, à savoir que la

LA VENTE ANNIVERSAIRE

L'OCCASION DE MIEUX DORMIR
À MEILLEUR PRIX

ENSEMBLE
PRIVILÈGE
EXCLUSIVITÉ DAUPHIN
-50%

Nous avons
réduit de
15% minimum,
tous nos matelas
et accessoires
offrant déjà le
meilleur rapport
qualité-prix,
sur le marché.

En achetant du manufacturier
vous en avez pour votre argent

MATELAS DAUPHIN

CHARNY 8124, du Blizzard 832-2951
CHARLESBOURG Place Lebourgneuf 622-0492
QUÉBEC 85, Marie de l'Incarnation 527-7178
LÉVIS 155, rte. Kennedy 835-0218
STE-FOY Place des Quatre-Bourgeois 652-3411
BIC 2482, rte. 132 736-5542
SCOTT JONTION 1169, rte. Kennedy 227-0408
ST-FLAVIEN 1027, Chemin St-Joseph 728-3691



INSTITUT AÉRONAUTIQUE
de la CAPITALE

NOUVEAU ÉCOLE DE PILOTAGE

- Pilote privé
- Pilote professionnel
- Vol de nuit
- Vol aux instruments

COURS PRIVÉ ET PROFESSIONNEL DÉBUTANT LE 15 JUIN 1994
603, 6e Avenue, Aéroport int. Jean-Lesage, Sainte-Foy (Québec) G2E5W1 (418) 872-0045

**À QUÉBEC
TOUTES LES ROUTES
MÈNENT VERS
L'EXCELLENCE**

**100%
DE CLIENTS
SATISFAITS**

Voici les services d'Excellence

- Un service de pièces vraiment complet
- Déboulage, peinture... sur place !
- Un rendez-vous au service dans les 24h.
- Nous prenons et ramenons votre voiture, à domicile ou au bureau
- Nous pouvons même vous prêter une voiture de courtoisie

BILODEAU
CHEVROLET GEO Oldsmobile

DE PLUS EN PLUS SERVICE
9641, boul. Ste-Anne, Ste-Anne de Beaupré
827-3773

Propos fracassants sur la souveraineté

Le débat laisse les autochtones froids

VILLAGE-DES-HURONS — Les déclarations fracassantes et la vaste couverture médiatique accordée aux débats entourant la possible souveraineté du Québec laissent froids les autochtones de la province.

par VINCENT MARISSAL
LE SOLEIL

« Nous ne sentons pas l'obligation de réagir à tout ce qui se dit sur la question », explique simplement Ghyslain Picard, vice-chef de l'Assemblée des premières nations, Québec et Labrador (APN).

Laconique, la réponse du vice-chef Picard exprime bien l'indifférence des nations autochtones du Québec face aux récentes frasques de Lucien Bouchard, de Jacques Parizeau ou encore de Ron Irwin, le ministre fédéral des Affaires indiennes.

Même chose pour les coups de gueule des chefs mohawks Joe Norton et Jerry Peltier, deux porte-parole flamboyants dont les déclarations font le délice des

amateurs de tribunes téléphoniques.

« Nous ne voulons pas être dépendants des débats en cours, dit M. Picard. Trop souvent, nos réactions sont interprétées de façon à nous discréditer face au peuple québécois. Il s'agit d'une question politique à régler entre le Québec et le Canada. »

Pour Ghyslain Picard, peu importe l'issue du débat sur la souveraineté : le but des peuples autochtones demeure l'autonomie gouvernementale, un droit inhérent aux premières nations. Quoi qu'en pense Jacques Parizeau et Lucien Bouchard, l'intégrité territoriale du Québec est d'ores et déjà remise en cause par la Convention de la Baie James et les négociations entre Québec et les Attikameks-Montagnais et les Al-



Ghyslain Picard, vice-chef de l'Assemblée des premières nations.

gonquins, souligne M. Picard.

« Malgré ce que dit Lucien Bouchard, les autochtones ont droit eux aussi à l'autodétermination. »

À propos du programme du Parti québécois « Des idées pour mon pays », qui trône sur la table de travail de son bureau du Village-des-Hurons, Ghyslain Picard conclut qu'il n'y trouve aucune garantie. « Le PQ dit : confirmons la souveraineté du Québec et réglons ensuite la question autochtone. Ce n'est pas la façon de rassurer les peuples des premières nations. »

Quant aux libéraux, tant à Ottawa qu'à Québec, M. Picard retient les « bonnes intentions » contenues dans leur programme, mais constate que le dossier n'a

que très peu avancé ces dernières années.

« Autonomie gouvernementale et territoire vont de pair, dit-il. Les autochtones se retrouvent devant trois choix : maintenir les liens avec le fédéral, demeurer dans un Québec souverain ou accéder à leur propre souveraineté. »

« La table des chefs des 11 nations autochtones du Québec compte se pencher sur la question pour tenter d'en arriver à une position commune, mais nous ne

nous faisons pas d'illusions », reprend M. Picard, rappelant que les peuples autochtones du Québec ne forment pas un bloc monolithique.

Les chefs se rencontreront le 20 juin à Montréal pour faire le point. Ils ont invité le premier ministre Daniel Johnson à leur table, mais l'élection du chef des premières nations, les 5, 6 et 7 juillet à Saskatoon, est actuellement la préoccupation numéro un des leaders autochtones.

L'Ontario entrouvre la porte à la souveraineté

QUÉBEC — Après avoir subi plusieurs assauts verbaux ces dernières semaines de la part de premiers ministres de l'Ouest et du ministre canadien des affaires autochtones, notamment, le Parti québécois et les souverainistes se sont réjoui, hier, d'une attitude « beaucoup plus intéressante » du gouvernement de l'Ontario face à un éventuel Québec souverain.

par ANDRÉ BELLEMARE
de la Presse canadienne

La ministre ontarienne du Développement économique, Frances Lankin, a, en effet, déclaré dans une entrevue au quotidien *Toronto Star* que le gouvernement de l'Ontario est en train de préparer un plan d'action en vue de protéger les entreprises commerciales de cette province et de maintenir les relations d'affaires avec un Québec souverain.

« Voilà des propos et une attitude très intéressants, a commenté, hier, le député péquiste de Lac-Saint-Jean, Jacques Brassard. C'est le triomphe de la raison, du gros bon sens, sur les états d'âme et les sautes d'humeur des Mike Harcourt, Roy Romanow, et autres du Canada anglais qu'on a subis ces derniers temps. »

« C'est pour le moins encourageant de constater que le plus important partenaire économique du Québec au Canada ne veuille pas se lancer dans une guerre de représailles, qui ferait mal à tous, après la proclamation de la souveraineté du Québec. »

« J'espère au moins que ce comportement du gouvernement de M. Rae fera disparaître un peu du paysage politique ce terrorisme économique auquel on nous a tellement habitués », a dit encore M. Brassard dans un entretien téléphonique.

Ce même plan prévoit également comment l'Ontario pourrait résister au gouvernement canadien si ce dernier cherchait à obtenir encore plus d'argent de l'Ontario dans une nouvelle fédération.

D'après la ministre Lankin, le gouvernement néo-démocrate de Bob Rae ferait l'objet de pressions du monde des affaires ontarien afin d'assurer la continuité des rapports commerciaux entre l'Ontario et le Québec si ce dernier quittait un jour la Confédération canadienne.

Plusieurs entreprises installées au Québec sont affiliées ou appartiennent à des firmes dont le siège social est à Toronto.

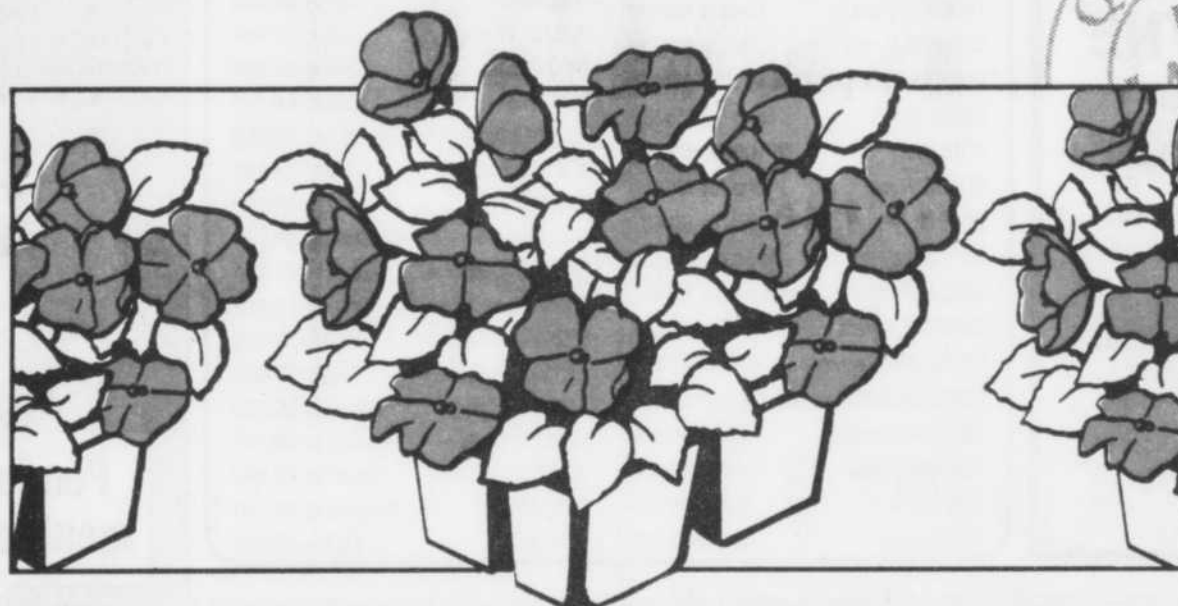
La ministre Lankin a expliqué au journal torontois que le départ du Québec de la Confédération canadienne aurait des conséquences sérieuses sur un réaménagement de l'assiette fiscale entre Ottawa et les autres provinces.

Les principaux auteurs de ce rapport ou plan dévoilé par le *Toronto Star* sont le premier ministre Bob Rae, le ministre des Finances Floyd Laughren et Mme Lankin elle-même.

Ces dispositions de l'Ontario envers un Québec devenu souverain ont eu pour effet, semble-t-il, de remonter le moral des souverainistes et de leur procurer un second souffle, d'après les propos de M. Brassard.

Planter sans se planter !

AVEC NOS FLEURS EN MINI-CAISSETTE, VOUS NE POUVEZ PAS MANQUER VOTRE COUP...
IL SUFFIT DE RETIRER LE PLANT DE SA CELLULE ET LE TOUR EST JOUÉ !



1,49
/ 4 plants

Après la plantation, il n'y a aucun arrêt de croissance parce que les racines sont très bien développées et qu'aucune racine n'a été coupée.
Plus de 35 variétés de fleurs annuelles en mini-caissette.

Spéciaux en pépinière

THUYA SMARAGD (cèdre pyramidal)	80 cm	14,87
	90 cm	16,87
	100 cm	20,87
	125 cm	27,87
	150 cm	44,87

THUYA NIGRA (cèdre cultivé pour haie)	80 cm	13,87
	90 cm	15,87

THUYA GLOBOSA AUREA (cèdre globe doré)	30 cm	11,87
--	-------	-------

SPIRÉE Froebellii, Goldflame, Goldmound, Snow White, Golden Princess, Little Princess	1 gal.	5,87
	2 gal.	7,87

POTENTILLE Abbotswood, Gold Star, Moonlight, Farreri, Goldfinger, Fructicosa	2 gal.	7,87

AUTRES SPÉCIAUX DISPONIBLES EN PÉPINIÈRE
SUR THUYA WOODWARDII, THUYA TINY TEEN,
CERISIER DES SABLES, VIGNE D'ENGELMAN ETC.

Prix en vigueur jusqu'au 30 mai 1994 ou jusqu'à épuisement de la marchandise.
Certains produits ne sont pas disponibles à Sainte-Foy.



centre jardin
HAMEL

ANCIENNE LORETTE
6029, boul. Hamel

BEAUPORT
1350, boul. des Chutes

LÉVIS
4800, boul. de la Rive-Sud

CHARLESBOURG
1169, 80^e rue Est

SAINTÉ-FOY
Halles de Sainte-Foy

Heures d'ouverture :
Du lundi au vendredi : 8h30 à 21h00
Samedi et dimanche : 8h30 à 17h00

Musée, Farm, Graphe, etc.



Oui

aux suggestions de
PIERRE ROBITAILLE



Une Boutique où c'est moins cher que vous ne le pensez !

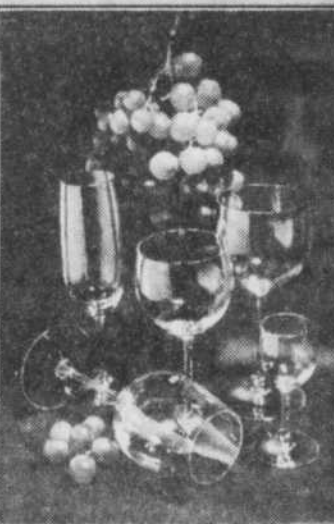
Déposez-y votre

LISTE DE CADEAUX DE MARIAGE

...et vous n'aurez que l'embaras du choix parmi des collections accessibles à toutes les bourses. Gamme de prix très variée pour des articles distinctifs. Notre équipe de spécialistes est en mesure de vous consacrer tout le temps nécessaire à un choix judicieux. De plus, vous profitez d'avantages particuliers :

■ **JOLI CADEAU REMIS À TOUS LES COUPLES**

■ **EMBALLAGE ET LIVRAISON GRATUITS**



UN TOAST AUX AMOUREUX !

Toute liste de cadeaux devrait inclure une verrerie en cristal de Bohême signée Bohemia. Soufflés à la bouche par des maîtres artisans, ces verres raffinés célébreront les petites et grandes occasions de votre vie à deux.

boutique
piere Robitaille

Place Ste-Foy
653-7260

La nouvelle «crise d'Oka» n'alarme pas Johnson

MONTREAL (PC) — Le premier ministre Daniel Johnson a rejeté hier soir tout alarmisme face à la situation qui a cours présentement à Oka, refusant de se laisser entraîner dans les comparaisons avec la crise autochtone de l'été 90.

«Il s'agit là d'une question hypothétique. Tout est calme au moment où on se parle et il n'y a aucune raison de croire que ça ne le restera pas dans les jours qui

viennent. Je refuse d'être alarmiste à ce moment-ci.»

Soulignant que des plaintes avaient déjà été logées pour méfait, hier, contre deux personnes relativement à la destruction de la route qui mène au terrain de golf d'Oka, M. Johnson a indiqué que pour le moment, la justice suivait son cours.

«Il y a eu méfait, plainte de la municipalité, la police a fait enquête, a rencontré le procureur qui a déposé des plaintes. C'est dans ce sens-là qu'il faut envisager ça», a-t-il résumé.

«Il faut croire le gouvernement lorsque nous disons que la loi est la même pour tout le monde. Elle doit être appliquée avec compréhension mais avec vigueur et fermeté également.»

Mais vu le caractère particulier de ce dossier, il a ajouté qu'il souhaitait «que le gouvernement fédéral réussisse à négocier, de bonne foi de part et d'autre, avec la communauté autochtone d'Oka autour d'un enjeu qui est connu depuis de nombreuses années. Le gouvernement fédéral vient de nommer son négociateur et on



Source: hôtel de ville d'Oka

(PC / LE SOLEIL)

doit souhaiter une reprise des négociations à ce niveau-là.»

Quelques minutes auparavant, en clôture de l'émission *Droit de parole* où il était invité, M. Johnson avait spécifié que face à cette

nouvelle crise d'Oka, «j'essaie de rester calme, serein et solide». Son ministre délégué aux Affaires autochtones Christos Sirros avait eu les mêmes mots en conférence de presse un peu plus tôt.

Les oubliés de Kanesatake jubilent Ottawa rachète 75 maisons de Blancs

OKA (PC) — La décision fédérale annoncée hier à la Chambre des Communes par le ministre Ron Irwin d'acheter les propriétés au sud de la route 344, plus précisément dans le quartier Kanesatake, a été accueillie avec des cris de joie par les oubliés d'Oka.

Presque quatre ans après la crise d'Oka, le gouvernement fédéral a finalement décidé de racheter les propriétés des 25 familles blanches qui vivent à Kanesatake, a annoncé hier le ministre des Affaires indiennes Ron Irwin. Les 72 propriétés visées — dont 27 maisons occupées toute l'année — sont évaluées au total à environ 5,5 millions \$.

Cette somme vient s'ajouter aux 10,6 millions \$ accordés par le gouvernement fédéral pour la réunification des terres de Kanesatake. Le nouveau négociateur fédéral, Me Michel Robert, sera responsable de tout le processus d'achat. M. Irwin a tenu à préciser qu'il tiendrait compte de la valeur que ces propriétés avaient avant la crise qui a secoué la région d'Oka à l'été de 1990 et qui avait coûté la vie à un policier de la Sûreté du Québec.

«Les plaintes des gens sont légitimes. Ces personnes ne peuvent pas être tenues responsables pour la perte de valeur de leurs maisons. Ce n'est pas de leur faute», a dit le ministre à la Chambre des Communes.

Cette annonce met fin à la mission de l'Association des propriétaires à l'intérieur de Kanesatake (APIK), qui avait été créée en 1990 pour forcer Ottawa à acheter nos propriétés», a déclaré le fondateur de cet organisme et ex-président, Jean Jolicœur.

Le nouveau président de l'APIK, Richard Foucault, demeure pour sa part perplexe. «Je ne serai pas convaincu avant que tous les papiers soient signés», a-t-il précisé. Il estime que ces propriétés ont perdu 75 % de leur valeur depuis la crise amérindienne.

ENTREPOSAGE DOMESTIK c'est pratique !

Je m'en vais
travailler 1 an
à Paris



Pendant ce temps j'entrepose mes
meubles chez Entreposage Domestik

SPÉCIAL DU
PRINTEMPS

À PARTIR DE

5' x 5' → 27\$

5' x 10' → 63\$

10' x 15' → 123\$

10' x 20' → 147\$

ACCÈS DIRECT AU CASIER

Aussi disponible: boîtes, papier d'emballage,
articles pour le déménagement et assurances.

PRATIK!

**ENTREPOSAGE
DOMESTIK**

LIBRE-ENTREPOSAGE

• Location mensuelle
• Sécuritaire
• Facile d'accès
• Choix de grands
• Ouvert 7 jours / 7
Lundi au vendredi:
de 7h. à 21h.
Samedi:
de 9h. à 17h.
Dimanche
de 10h. à 15h.

BEAUPORT

555, rue Clémenceau
Autoroute de la Capitale, sortie Seigneuriale

663-2344

* À BEAUPORT seulement,
quantité limitée.
S'applique aux
nouvelles locations
pour les 3 premiers
mois seulement

**LASER
VERRES DE CONTACT**
**CLINIQUE
D'OPHTHALMOLOGIE
RICHARD**

1045, chemin Sainte-Foy
QUÉBEC
Face Hôpital Saint-Sacrement

Gaétan Richard, md
FRCS (C)
Dan Bergeron, md
FRCS (C)
683-4450

COIFFURE
Chantal Bédard



accueille
avec plaisir
JOCELYNE
elle vous invite
avec enthousiasme
et vous attend au :

2062,
chemin Sainte-Foy
(entre Myrand et
Cégep Garneau)

Pour rendez-vous :
687-9995

AVIS À LA POPULATION

Sont autorisés à pratiquer l'acupuncture au Québec

- Les acupuncteurs ayant réussi les examens administrés par la Corporation des médecins du Québec (C.P.M.Q.), inscrits au Registre des acupuncteurs de C.P.M.Q. et détenteurs d'un permis à cet effet affiché dans leur bureau.
- Ces acupuncteurs certifiés obéissent à un code d'éthique ainsi qu'à une loi et à des règlements garantissant la protection du public par des normes rigoureuses d'hygiène et de stérilisation.
- Le public est invité à vérifier le statut de tout acupuncteur auprès de la C.P.M.Q., à (514) 878-4441.

Cet avis est publié par les acupuncteurs :

BASTIEN, Louise H.	Village-des-Hurons	843-1790	KARAKAND, Youri	Québec	687-1165
BEAULIEU, Hugues	Saint-Raymond	337-4468	LACOURT, Yolande	Cap-Rouge	652-3435
BÉLANGER, Fernand	Rivière-du-Loup	867-4828	LACROIX, Chantal	Rive-Sud	833-7414
BELLEY, Sandra	Beauport	660-3692	LACROIX, Lise	Thetford Mines	338-8394
BERGERON, Nicole	Lotbinière	886-2407	LÉPINE, Diane	Rive-Sud	886-2602
BERNIER, Marcel	Sainte-Foy	654-0320	LESSARD, Caroline	St-Jean-Christostome	834-2051
BLAIS, Louis	Rive-Sud	833-8692	MAINVILLE, Lucie	Sillery	687-2720
BOISVERT, Claire	Sainte-Foy	652-3435	MORIN, André	Québec	688-1817
BROCHU, Michel	Beauce	228-7711	MORIN, Hélène	Lac-Échemin	625-4321
CAMIRAND, Louise	Beauport	666-7646	NOËL, Marie	Sainte-Foy	683-6809
CARIGNAN, Lorraine	Québec	842-4750	OUELLET, Christine	Québec	687-4464
CLOUTIER, Sylvie	Sainte-Perpétue, L'Islet	359-3176	PAQUIN, Renée	Québec	524-5581
COLLIN, Nancy	Sainte-Foy	658-3200	PARÉ, Anne	Québec	648-1979
CÔTÉ, Lise	Québec	522-1911	PELLETIER, Micheline	Charlesbourg	622-2858
DEMERS, Nicole	Sainte-Foy	656-6354	ROULEAU, Arlette	Île d'Orléans	828-9958
DELPECH, Anne	Sainte-Foy	656-6022	ROUSSEL, Robert	Charlesbourg	626-5180
DION, Janine	Montmagny	248-9282	RUEL, Carol	Charlesbourg	626-5180
DUFOUR, Robert	Rivière-du-Loup	867-8086	ST-LAURENT, Micheline	Boischatel	822-2884
DUFRESNE, Réjeane	Québec	522-6881	SIMARD, Marie-Claude	Sainte-Foy	683-8811
FORTIN-LAMY, Raymonde	Rive-Sud	831-9939	SOLINAS, Henri	Québec	687-2720
FORTIN-GAGNON, Jacqueline	Duboué	871-5784	TESTAGUZZA, Sandra	Québec	527-6810
GENDREAU, Jocelyne	Québec	648-8494	THÉBERGE, Charlotte	Sainte-Foy	658-3200
GERMAIN, Normand	Rive-Sud	833-4747	TREMBLAY, Nicole	Québec	658-1711
GUY, Thérèse	Québec	687-4969	VERMETTE, Lorraine	Sainte-Foy	654-9450
HOTTE, Lucie	Québec	683-0867	ZHOU, Bending	Charlesbourg	624-3344
			WANG, Er Zhi	Québec	529-9691

SÉCURIBOURSE

Le placement le plus populaire
offert en dépôt à terme!

Le seul placement
avec double garantie.

Garantie-sécurité : votre capital est intouchable.
C'est blindé!
Garantie-rendement : votre taux d'intérêt
n'est jamais inférieur à 3%.
De plus, vous recevez 50% du rendement moyen
de l'indice boursier S & P 500.

Dépôt à terme de un an non enregistré.
Aucuns frais d'achat et d'administration.



**BANQUE
NATIONALE**
Notre banque nationale

**TRUST
GÉNÉRAL**

Offert jusqu'à épuisement du montant réservé par la Banque pour ce type de dépôt. Intérêt payable à l'échéance du dépôt. Non rachetable avant échéance. Dépôt émis par la Banque Nationale du Canada. Intérêt calculé en fonction de la performance de l'indice S&P 500™. «Standard & Poor's 500™», «S&P 500™», «S&P 500™», «Standard & Poor's 500™» et «500» sont des marques de commerce de McGraw-Hill, Inc. qui a accordé une licence d'utilisation à la Banque Nationale du Canada. Le produit n'est pas vendu par Standard & Poor's et il ne fait l'objet d'aucune recommandation, avis ou promotion de la part de S&P qui, par ailleurs, ne fait aucune recommandation quant à la pertinence de l'investissement.



Oka: Sioui fait appel au sens de la mesure

QUÉBEC — Le ministre Sirros créait de toutes pièces une crise majeure avec l'envoi de la Sûreté du Québec à Kanesatake, juge Konrad Sioui, qui exhorte du même souffle le chef Jerry Peltier à ne pas mettre en péril l'équilibre fragile prévalant entre autochtones et non-autochtones dans la société québécoise.

par PIERRE-PAUL NOREAU

« M. Sirros ne doit pas prendre le mors aux dents. Ce n'est pas en 24 heures qu'il va régler le dossier de Kanesatake. Qu'il rentre ses griffes », a fermement fait valoir hier en entrevue le candidat au poste de grand chef de l'Assemblée des premières nations actuellement occupé par Ovide Mercredi.

M. Sioui réagissait ainsi aux lettres envoyées au ministre fédéral des Affaires indiennes, Ron Irwin, et au grand chef du conseil de bande de Kanesatake, Jerry Peltier, par le ministre québécois Christos Sirros. La menace de ce dernier de recourir à la SQ lui apparaît totalement inappropriée.

Le citoyen de Wendake (Village-des-Hurons) en banlieue de Québec met en relief le contexte préélectoral pour expliquer la précipitation des autorités provinciales à intervenir dans ce dossier.

« Certains ont jugé qu'ils avaient attendu trop longtemps en 1990, alors que cette fois, ils arrivent avec un ultimatum avant même qu'il n'y ait un vrai problème. » Les conséquences pourraient être de nouveau dramatiques, craint-il, si la SQ débarque à Oka.

L'ancien chef de l'Assemblée des premières nations pour le Québec fait appel au même sens de la mesure de la part du chef Jerry Peltier, sans cependant condamner les gestes liés à l'agrandissement du cimetière mohawk. « Jusqu'à maintenant, il faut reconnaître que les Mohawks ont agi avec patience. Il faut leur donner crédit, puisque rien de grave ne s'est produit au cours des trois dernières années. »

Il décrit cette communauté comme « très affectée, divisée et éprouvée par des problèmes sérieux, mais les dirigeants ont maintenu le calme et le contrôle. »

Toutefois la situation actuelle

peut vite dégénérer convient-il, et ce au détriment de l'ensemble de la société québécoise, y compris des premières nations.

« Les répercussions et les impacts seront très lourds pour tout le monde, s'il y a confrontation. Ce qui se passe actuellement est peut-être une manière de forcer la négociation pour les Mohawks de Kanesatake, mais il ne faut pas aller trop loin. Il faut à mon avis croire au processus de négociation. »

M. Sioui estime que le changement probable de gouvernement à Québec et la tenue d'un référendum dans les mois suivant l'élection d'un gouvernement péquiste exigent que les premières nations et les Québécois soient plus que jamais ouverts au dialogue.



Les Mohawks poursuivaient les travaux d'agrandissement du cimetière, hier, geste que le chef Konrad Sioui n'a pas condamné.

ESPAGNOL SANS FRONTIÈRES
DIFFUDI INTERNATIONAL
DÉBUT : VENDREDI 3 JUIN
COÛT : 87 \$ (30 H)
880, PÈRE-MARQUETTE - 1er ÉTAGE
682-3617

LASER VISUEL DE QUÉBEC
CORRECTION au LASER de la MYOPIE et de l'ASTIGMATISME
Dr Ghislain André Boudreau
Ophtalmologiste
Dr Gilles Lafond
Ophtalmologiste
687-3283

Cours intensif
7 à 14 semaines
jour ou soir
électrolyse
jour : 6 juin, 12 sept.
soir : 12 sept.
esthétique
jour et soir : 12 sept.
cours de massage suédois
soins des pieds spécialisés
RABAIS EXCEPTIONNELS
Plus de 30 ans d'expérience
Hâtez-vous, les places sont limitées.
ÉCOLE ÉDITH SEREI
839, Saint-Joseph Est
(418) 522-0134

MARBRE ET GRANITE SUR MESURE

Comptoirs de cuisine et de salle de bains en marbre ou en granite

AUCUN PAIEMENT AVANT OCTOBRE 1994
(conditions en magasin)

REVÊTEMENT DE FOYER
à partir de **295\$**

TABLE DE SALLE À MANGER
en granite 36" x 66", disponible en 10 couleurs **995\$**

MARBRE GRANITE INTERNATIONAL
Importateur-distributeur
1385, de la Pointe-aux-Lièvres (Dorchester Nord) Québec **648-1754**
Télécopieur : 648-0997

LA DÉTENTE-SANTÉ
pour TOUS

DES SOINS ET DES SERVICES POUR COMBLER LES GOÛTS ET LES BESOINS DE CHACUN.
Offrez-vous des soins corporels personnalisés (détente et/ou thérapeutiques) à la carte : Massothérapie • Bainneothérapie • Vibration • Aqua-Massage • Bain flottant • Pressothérapie • Réflexologie ou Reiki.
Des forfaits de 1 à 7 jours sont aussi disponibles en cure-santé avec ou sans hébergement

Contactez dès maintenant un de nos thérapeutes!
Au Château Bonne Entente au 650-4575
et au Georgesville au 1-800-463-3003

RELAXARIUM
SANTÉ-FOY ET SAINT-GEORGES, BEAUCÉ

CLUB PARADIS
CLUB • JARDIN • ESCOMPTE

Le seul Club jardin escompte au Québec

Le choix des consommateurs 1994 au service de l'excellence

JUSQU'À 50% D'ÉCONOMIE!

1100, boul. Saint-Joseph
Charlesbourg-Ouest

cjrp 1060
LE LEADER DE L'INFORMATION

CITÉ-PARC... j'emboîte le pas!

Transpavé
Fabricant de produits de béton

Système breveté avec emboîtement exclusif à TRANSPAVÉ assurant une répartition optimale des charges entre les divers éléments

5 modules différents offrant une multitude de combinaisons possibles

CITÉ-PARC

Choix de couleurs attrayantes
Riche, texture évoquant l'ardoise
Garantie contre l'effritement

ACHETEZ MAINTENANT PAYEZ DANS 6 MOIS
(Cette offre est valable pour tout achat de plus de 1500\$ de produits de béton, excluant transport et taxes). Sujet à approbation du crédit.

OUVERT AU PUBLIC ET AUX ENTREPRENEURS EN AMÉNAGEMENT DIRECTEMENT DU FABRICANT

Transpavé
1166, boul. St-Joseph, Charlesbourg, Québec G2K 1E6
Tél.: (418) 623-3074

Heures d'ouverture :
Lun.-mer.: 7 h à 20 h
Jeu.-ven.: 7 h à 21 h
Samedi: 7 h à 16 h
Dimanche: 9 h à 16 h

1166, boul. St-Joseph
Autoroute de la Capitale
Pierre Bertrand Nord

Réduction de la fonction publique: moratoire demandé

STONEHAM — Le Conseil régional de concertation et de développement de la région de Québec (CRCQ) demande au gouvernement d'établir un moratoire sur son projet de diminution du nombre de fonctionnaires dans la région jusqu'à ce qu'il ait décidé du rôle qu'il veut faire jouer à la capitale du Québec.

par BENOÎT ROUTHIER

LE SOLEIL

Le président de la Communauté urbaine de Québec (CUQ) et maire de Charlesbourg, Ralph Mercier, a proposé la résolution

qui a été adoptée à l'unanimité par les quelque 160 délégués réunis en assemblée générale à Stoneham.

Il a expliqué que les intentions du gouvernement de Daniel John-

son de diminuer le nombre de fonctionnaires touchent particulièrement la région, de plus en plus désertée par la fonction publique au profit de la région de Montréal.

Richard Thibaut, représentant régional du Syndicat de la fonction publique du Québec, était bien content de ce geste du CRCQ: « Nous nous sentirons moins seuls dans notre lutte pour maintenir les services administratifs à Québec ».

Le syndicaliste a expliqué qu'en 1990 il y avait 17 000 fonctionnaires syndiqués travaillant aux services administratifs du gouvernement. Cette année, ils sont 15 000 et les projets du gouvernement libéral pourraient faire fondre ce nombre à moins de 13 000 en 1997.

Comme le CRCQ a reconnu le plan d'action de la ville de Québec pour préserver et relever sa vocation de capitale et a fait sien l'objectif de la création d'une Commission de la capitale du Québec, il demande au gouverne-

ment de ne pas diminuer le nombre de fonctionnaires tant qu'il n'aura pas répondu aux demandes de la ville qui a déjà reçu l'appui de pratiquement toute la région.

Les problèmes de chômage et de main-d'œuvre ont été longuement discutés au cours de la journée. Les prévisions sont plutôt pessimistes pour la région. Ainsi, la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre de Québec, de la Chaudière-Appalaches et du Nord du Québec prévoit qu'en 1997 le taux de chômage s'établira autour de 13 % mais que le nombre de sans-emploi sera, lui, d'environ de 25 %.

Le ministre responsable de la région, Jean Leclerc, a insisté sur la nécessité de faire des efforts constants pour développer les secteurs de la haute technologie, du tourisme et de la culture.

Quant au projet gouvernemental de réduire de 2 % la fonction publique, ça signifie environ 750 pertes pour la région de Québec, précise-t-il.

Le monde des FONCTIONNAIRES

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

Le partage du travail, bien plus qu'un sujet à la mode

Le sujet « in » dans le monde syndical par les temps qui courent est le partage du travail. La Confédération des syndicats nationaux (CSN) en faisait même la pierre angulaire de son congrès annuel qui s'est tenu il y a déjà quelques semaines.

Le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) s'intéresse, lui aussi, au phénomène de la réduction volontaire du temps de travail comme mesure visant à créer ou à maintenir des emplois. En décembre dernier, un comité de travail du SPGQ pondait un rapport préliminaire qui témoigne, ma foi, de beaucoup de sympathie à l'égard de cette solution aux congédiements d'employés non permanents dans la fonction publique québécoise. On fait d'ailleurs remarquer que depuis avril 1993, pas moins de 800 professionnels à statut temporaire ou occasionnel se sont fait montrer le chemin de la porte.

Bien qu'il en soit encore à l'amorce de sa réflexion sur le partage du travail, le SPGQ en tire déjà des avantages certains à la fois pour ses membres et pour le gouvernement.

Outre le fait de maintenir des emplois, notamment parmi les plus jeunes, et d'éviter des mises en disponibilité massives, le partage du temps de travail peut être considéré comme une « mesure libératrice qui remplace le travail dans une perspective plus juste où celui-ci n'occupe plus, comme actuellement pour plusieurs d'entre nous, toute la place dans nos vies ».

L'État, aussi, y trouverait son compte, notamment grâce à une diminution de ses charges sociales. Ainsi, en gardant ses salariés à l'emploi, le gouvernement épargne des coûts de chômage et de l'aide sociale et s'assure, du même coup, que ses travailleurs contribuent à faire rouler l'économie. « Un chômeur ne revient pas moins cher à la collectivité qu'un homme au travail », prétend-on.

Si le SPGQ juge d'un bon œil le partage du travail, il ne l'achète toutefois pas les yeux fermés. La mesure devra d'abord être volontaire. Elle devra s'inscrire dans une vaste révision de l'organisation du travail dans l'administration publique québécoise (modification des horaires, redéfinition des tâches, prolongation des heures d'ouverture, etc.). Elle devra aussi être accompagnée d'une lutte à la sous-traitance dans des secteurs d'activités qui sont déjà l'apanage des employés du gouvernement. Et, par-dessus tout, le gouvernement devra s'engager, la main sur le cœur, que les heures libérées par le partage du travail seront consacrées à la création et au maintien de l'emploi et non pas à diminuer bêtement la masse salariale de l'État.

Conséquences sur les conditions de travail

Le comité du SPGQ sur le partage du travail fait la démonstration qu'en diminuant la semaine de travail des professionnels de cinq à quatre jours et de 35 à 32 heures, les impacts sur les conditions de travail seraient, pour ainsi dire, raisonnables.

Prenons, par exemple, le cas d'un professionnel dont le traitement annuel est de 50 000 \$. En optant pour la semaine de 32 heures sur quatre jours avec prise de la journée libérée le lundi, il disposerait de 43 jours libérés additionnels par année. Évidemment, il aurait à subir une réduction de traitement de 6,67 %, soit un montant avant impôt de 3333 \$. Pour maintenir ses prestations de retraite au même niveau que s'il travaillait 35 heures/semaine, il devrait verser 179 \$ de plus annuellement au RREGOP. Par contre, il pourrait récupérer 18 \$ grâce à la réduction des contributions au régime des rentes, à l'assurance-chômage et au syndicat.

Outre la diminution du traitement, le SPGQ estime que les conséquences d'un régime de réduction du temps de travail semblable à celui qu'il a examiné seront minimes, sinon inexistantes, pour les autres éléments des conditions de travail comme les vacances annuelles, le temps supplémentaire, les journées de maladie, les régimes collectifs d'assurances avec la SSSQ et l'avancement d'échelon.

« Compte tenu des avantages qu'en retirerait le gouvernement, comme employeur bien sûr mais aussi comme gestionnaire des fonds publics, il apparaît primordial que celui-ci reconnaisse l'effort consenti par ses employés en assumant une partie des pertes subies par les membres qui participeraient à un tel régime », affirme le comité de travail.

On veut que l'État garantisse le maintien total des avantages et des protections reliés à la semaine de 35 heures (sauf le traitement, évidemment).

Par ailleurs, le comité sur le partage du travail évalue que, si 10 000 personnes adhéraient à un régime de partage du travail de 32 heures réparties sur quatre jours, il serait possible de maintenir en emploi 937 personnes.

En terminant, le comité de travail du SPGQ entend continuer à examiner l'avenue du partage du travail. On souligne qu'il vaut mieux aller de l'avant et proposer des idées nouvelles pour protéger les emplois tout en aidant le gouvernement à atteindre ses objectifs de réduction de la masse salariale que de « subir les changements orchestrés unilatéralement par le gouvernement-employeur et continuer à jouer le rôle de bouc émissaire face à la population ».

NETTOYAGE • TAPIS • MEUBLES

Pourquoi passer par une chaîne de magasin non spécialisée quand vous pouvez passer directement chez Nettoyeurs Unis de la Capitale ?

Faites appel à des techniciens qualifiés

LA PIÈCE 15\$
Tapis mur à mur (minimum 2 pièces)
(puissante solution savonneuse et désodorisante incluse)

MAISON COMPLÈTE 74⁹⁹\$
5 pièces de tapis mur à mur 12 marches et un vestibule (puissante solution savonneuse et désodorisante incluse)

1 CANAPÉ ET 1 FAUTEUIL 59⁹⁹\$
(puissante solution savonneuse et désodorisante incluse)

• TRAITEMENT ANTITACHE 15\$ LA PIÈCE
• PME, prix spéciaux

Équipement industriel à haute pression à vapeur
Nous garantissons le nettoyage

BEAUPORT, CHARLESBOURG, SAINT-FOY, CAP-ROUGE, SILLERY, QUÉBEC, ETC.

P.S. Nous ne faisons aucune sollicitation téléphonique

NETTOYEURS UNIS DE LA CAPITALE INC.
Une entreprise de chez nous
Pour rendez-vous du lundi au samedi inclusivement
877-5567

**De nouvelles fenêtres ?
Portes d'acier ? Revêtements ?**

Consultez une compagnie de confiance
ESTIMATION GRATUITE

30 ans
En affaires au même endroit

Renovation Décor Qué. Inc.
522-2084
188, avenue Lamontagne
Québec (près du Collège)

PERSONNE À QUÉBEC NE VEND MOINS CHER QUE TI-FRÈRE OU

**ENCORE PLUS DE TEMPS POUR MAGASINER !!!
MAINTENANT OUVERT 7 JOURS SUR 7**

PERSONNE À QUÉBEC NE VEND MOINS CHER QUE TI-FRÈRE !!!
Les meilleurs prix
Les meilleurs produits
La meilleure qualité
Le plus grand choix
Le meilleur service
La plus grande superficie

L'UNIQUE GARANTIE DE PRIX DE TI-FRÈRE:
Si vous trouvez un meilleur prix pour le même produit dans un magasin ailleurs, Ti-Frère s'engage à vous rembourser la différence plus 10 % de la différence.

POUR LA DÉCORATION INTÉRIEURE DE VOTRE DOMICILE

NE PAYEZ PLUS AUCUNE TAXE SUR TOUS LES PRODUITS VEDETTES

OBTENEZ 2 PRODUITS POUR LE PRIX DE 1

GRANDE VENTE FINI LES TAXES POUR DÉCORER !!!

LITERIE DOUILLETES, COUVRE-LITS, DRAPS, DUVETS, OREILLERS

☐ Confections garanties faites par des professionnelles
☐ Meilleurs conseillers de tout l'Est du Québec
☐ Dépositaire autorisé des marques: Sheffex, Lawrence, Cannon, Griffith

DOUILLETES À LIQUIDER
Premiers arrivés, premiers servis
Choix de styles et de motifs, simple, double, queen, king.
À partir de seulement **2 POUR 1 69⁹⁹\$** (simple)

ENSEMBLE DE DRAPS EN PERCALE
Belle qualité, très confortable, 180 fils au pouce, couleurs variés, simple, double, queen, king.
À partir de seulement **2 POUR 1 49⁹⁹\$** (simple)

LIT-DANS-UN-SAC
Douillette, jupe de lit, cache-oreiller, drap contour, drap plat, taie d'oreiller, simple, double, queen, king.
À partir de seulement **PAS DE TAXES 99⁹⁹\$** (simple)

COUSSINS DÉCORATIFS
Très confortables, beaux choix de couleurs.
À partir de seulement **PAS DE TAXES 13⁹⁹\$**

AUTRES SPÉCIAUX

DOUILLETES ÉCONOMIQUES
Lavables, choix de modèles
Meilleur prix à Québec, seulement **19⁹⁹\$** (simple)

BEAUCOUP D'AUTRES PRODUITS EN VENTE EN MAGASIN !!!

PAPIER PEINT • PEINTURE TOUS LES FINIS DE PEINTURE, LE PLUS GRAND CHOIX DE PAPIER PEINT EN STOCK

☐ Service de coloration de peinture ☐ Meilleurs conseillers de tout l'Est du Québec ☐ Dépositaire autorisé de tous les produits Crown Diamond, Sunworthy, Provincial

TAPISSERIE
Plus de 1 000 modèles en stock, choix incroyables pour toutes les pièces de la maison

LOTS DE TAPISSERIE À LIQUIDER
Vaste choix de modèles

PEINTURE TI-FRÈRE
Semi-lustre d'intérieur, mat à plafond, apprêt-sceller, bonne qualité

BEAUCOUP D'AUTRES PRODUITS EN VENTE EN MAGASIN !!! (1) produits sélectionnés

TI-FRÈRE
215, boul. Hamel, Vanier

L'UNIQUE MAXI CENTRE D'AUBAINES EN DÉCORATION

LE VIGNOBLE COMMUNAUTAIRE DE BOURG-ROYAL INC.
1892, avenue des Érables, Charlesbourg, QC
Tél.: 626-2890, 666-3317

VENTE DE PLANTS DE VIGNE QUI SONT RUSTIQUES ET DE MATURITÉ PRÉCOCE POUR LE QUÉBEC

Liste de 1994: 1 à 20 7\$, 21 à 35 6\$, 36 à 100 5\$

PUISSANCE ET BAS PRIX

ORDINATEUR PORTABLE EPSON®
ACTION NOTE ★ 50MHZ ★

80/120/180 D.R. DISPONIBLE

• 486SLC2-50MHZ
• 4 MO
• OPTION FAX/MODEM INTERNE
• ETUI DE TRANSPORT
• SOURIS

clubDOS
Le super centre de l'informatique

418-877-5888 OU 1-800-463-5285
7710 RD HAMEL OUEST, STE-FOY, QUÉBEC, G2G 2J5 • FAX 418-877-3846

Lancement d'une campagne postale

Andrée Boucher poursuit sa croisade contre les Jeux

Délégués à... Rio

QUÉBEC — Si la Fédération internationale de ski ne vient pas à vous, allez à elle. C'est ce qu'ont décidé les dirigeants de la Société des Jeux d'hiver de Québec 2002 qui enverront trois représentants au Brésil au début de juin.

Les représentants de Québec 2002 profiteront du congrès de la FIS à Rio de Janeiro pour discuter avec les membres de la commission technique, chargée d'évaluer les pentes proposées par Québec, des caractéristiques techniques du cap du Salut en regard des critères établis pour l'épreuve de descente masculine.

Le cap du Salut est le seul des 14 lieux choisis pour accueillir des compétitions dans le cadre d'éventuels Jeux olympiques à Québec qui n'a pas encore reçu l'approbation d'une fédération internationale. Des experts de la FIS ont évidemment visité l'endroit et Québec 2002 espérait recevoir un rapport écrit de leur part, rapport qui n'est jamais venu.

Selon certaines sources, la montagne de Charlevoix ne rencontrerait pas les normes de la FIS, mais Québec 2002 dit n'avoir jamais reçu d'avis à ce sujet. On espère maintenant que la rencontre entre la FIS, des représentants de Québec 2002 et des membres de la Fédération canadienne de ski permettra de clarifier le dossier du cap du Salut.

SAINTÉ-FOY — La mairesse de Sainte-Foy poursuit sa croisade contre la tenue de Jeux olympiques d'hiver à Québec, même si les registres contenant 30 570 signatures ont été expédiés hier au président du Comité international olympique, à Lausanne.

textes de GUY BENJAMIN
LE SOLEIL

Pendant la période d'ouverture des registres, du 4 au 15 mai, Mme Andrée Boucher a reçu 1739 lettres de citoyens qui ne pouvaient se rendre à l'hôtel de ville de Sainte-Foy, mais qui tenaient quand même à faire savoir leur opposition au projet de Québec 2002.

Il n'en fallait pas plus pour donner à la mairesse Boucher l'idée de lancer une campagne postale

d'opposition. Elle demande maintenant à tous les citoyens de la région, du Québec et de tout le Canada, de lui écrire pour faire savoir leur désapprobation au projet de Québec 2002, et ce jusqu'au mois d'août. Le décompte du courrier reçu sera effectué quotidiennement et Mme Boucher entend aussi faire parvenir le volume des registres en quatre volumes sont partis hier pour la Suisse accompagnés de quatre tableaux et d'une lettre dans laquelle Mme Boucher explique sa dé-

marche ainsi que la situation économique et politique qui prévaut au Canada.

Mme Boucher écrit que les éléments qui alimentent les craintes de plusieurs citoyens sont la situation économique du Canada avec sa dette de plus de 500 milliards \$, celle du Québec avec une dette de 60 milliards \$, l'avenir politique incertain de la province de Québec qui menace depuis plusieurs années de se séparer du reste du Canada, le taux de chômage élevé et le spectre d'une dévaluation importante du dollar canadien dans un avenir relativement proche.

D'ailleurs la mairesse de Sainte-Foy a tenu à préciser que ce n'est pas la première fois

qu'elle soulève la question de la situation politique au Canada. Elle a distribué hier matin une copie de la résolution adoptée par le conseil de Sainte-Foy le 2 mai, dans laquelle il était dit que le contexte politique incertain dans lequel se retrouve présentement le Canada appelle à la plus grande prudence.

Dans sa lettre au président du CIO, Mme Boucher écrit que plusieurs citoyens de la province de Québec ne réussissent toujours pas à oublier l'échec financier des

Jeux tenus à Montréal en 1976, et le solde impayé de 400 millions \$ qui s'y rattache encore, 17 ans après la tenue de l'événement.

« Face au mépris affiché par le comité organisateur des Jeux de 2002 et le conseil de ville de Québec, la ville hôte, à l'endroit d'une véritable consultation populaire, sans doute comprendrez-vous l'importance, pour la ville de Sainte-Foy, de vous communiquer les résultats de l'ouverture des registres tenus du 4 au 15 mai dernier », peut-on lire également.

Sillery: 768 citoyens signent les registres

SILLERY — L'ouverture des registres sur la question des Jeux olympiques à Québec en 2002 a pris fin hier soir à Sillery avec un total de 450 citoyens se prononçant contre le projet et 318 pour.

Sillery est la septième municipalité à donner l'occasion à ses citoyens de se prononcer sur le projet des Jeux olympiques à Québec. Le total cumulatif dans les sept municipalités est de 34 167 signatures contre et 450 pour les Jeux. Il faut préciser que seulement trois villes ont ouvert des registres pour ceux qui voulaient se prononcer pour les Jeux.

Fait à souligner, 534 citoyens de Sillery s'étaient rendus à l'hôtel de ville de Sainte-Foy signer les registres des opposants lorsque la mairesse Andrée Boucher a lancé cette initiative, alors que seulement 450 opposants se sont

déplacés dans leur propre municipalité.

Sondage

Il faudra attendre jusqu'au 15 juillet avant de connaître les résultats du sondage que la firme Impact Recherche réalisera pour mesurer l'appui de la population de la grande région de Québec au projet des Jeux olympiques d'hiver en 2002.

Le comité de surveillance mandaté par la ville de Québec pour encadrer la préparation et la réalisation du sondage, formé de sept

personnes et présidé par M. Guy Lachapelle, professeur du département de science politique à l'université Concordia, a reçu quatre soumissions, qui variaient de 28 000 \$ à 101 000 \$. Impact Recherche fera le travail pour 39 172,03 \$, taxes incluses.

La maison de sondage rejoindra des citoyens de 48 municipalités de la région de Québec ou potentiellement hôtes de compétitions dans le cadre des Jeux. L'échantillonnage sera très élevé, à 3600 répondants ou répondantes.

Le comité de surveillance complètera le questionnaire la semaine prochaine et la maison de sondage devra avoir mis fin aux appels d'ici le 24 juin.

FAITES-NOUS SIGNE!

AUBAINE 2 1/2 meublé chauffé 750.00 \$. Libre immédiatement, vue panoramique, île des Soeurs. Demandez Lucie après 18h00.

AUTEUIL, superbe 2000 \$, 5 grand chauffage intérieur.

BOUCHERVILLE grands 4 1/2, 5 1/2 et 6 1/2 alarme foyer, tourbillon, très propres ménage fait, possibilité chauffés ou éclairés, service de conciergerie, très luxueux.

DUVERNAY, 2 mois gratuits si pris avant la St-Jean, 31/2 semi, 490 \$ pas d'augm du bail pour 3 ans.

DUVERNAY, grands 4 1/2, 5 1/2 et 6 1/2 alarme foyer, tourbillon, très propres ménage fait, possibilité service.

Vous déménagez? Soyez prévoyant! Avisez-nous par la poste ou appelez-nous pour éviter de payer deux factures.

BOIS-DES-FILION, luxueux condo de 6 pièces, sur deux étages, foyer en marbre, entrée privée, très silencieux, près de tout. A voir absolument. Premier mois gratuit, doit louer immédiatement.

CHOMEDÉY, haut de duplex très calme 5 1/2 ch. stat. 550 \$.

DUVERNAY, 2 mois gratuits si pris avant la St-Jean, 490 \$ pas d'augm d. 3 ans.

BOUCHERVILLE 5 1/2 élect, stat. 470 \$ insonorisé, contactez madame Lavigne.

BOUCHERVILLE grands 4 1/2.

Hydro-Québec
Le meilleur de nous-mêmes

CENTRE DE LANGUES INTERNATIONALES
CHARPENTIER
CLIC SAINTE-FOY

NOUVELLES SESSIONS DE COURS D'ANGLAIS

FORMULE: Petites équipes (élèves de même niveau)
BUT: Base solide pour fonctionner en milieu anglais (téléphone, réunions, vente, relations humaines, actualité)

Session régulière
• Du 27 juin au 2 septembre 1994
• 45 heures sur 10 semaines
• Coût: 359 \$

Session intensive
• Du 18 au 29 juillet 1994
• 30 heures sur 2 semaines
• Coût: 239 \$

Inclus: matériel didactique, taxes, attestation de fin de programme

Reçu officiel pour fins d'impôt
659-2542
Accréditation à la CFP 03F005302-1

Qui est-ce que je vois là-bas?
Mais oui...
Ce sont les amis de la

GARDERIE ROC-AMADOUR
Comme ils s'amuse, comme ils ont l'air bien. Eh! les parents...
Vous voulez que votre enfant vive une panoplie d'activités lui permettant de se développer, de se connaître, de découvrir le monde?

Au **Patro Roc-Amadour**, les portes vous sont toutes grandes ouvertes...

Une équipe dynamique et expérimentée à le goût de guider votre enfant dans son développement.
Enfants de 2 à 5 ans

GARDERIE DU PATRO ROC-AMADOUR
2301, 1^{re} Avenue, QC
529-4996

DERNIÈRE CHANCE
CAMP DE JOUR DU PATRO ROC-AMADOUR
Inscription: les 30, 31 mai et 1^{er} juin, de 18 h 30 à 20 h 30

CASA DESIGN

AMÉNAGEMENT D'INTÉRIEUR

Vaste choix de papiers peints, tissus et céramiques

- CONSULTATION GRATUITE EN MAGASIN
- CONSULTATION À DOMICILE
- SÉLECTION DES ÉLÉMENTS EN VUE DE L'AMÉNAGEMENT
- HABILLAGE DES FENÊTRES ET DES MURS
- AMÉNAGEMENT COMPLET DE PIÈCES
- COLORATION
- CONCEPTION DE MEUBLES
- DÉMONSTRATION SUR PAPIER (PLAN, ÉLEVATION)
- PERSPECTIVE
- DEVIS
- ET PLUS ENCORE...

Demander la décoratrice en charge
Louise-Anne Poulin

zip INTERNATIONAL

Québec
angle boul. Hamel/Henri-IV
(418) 871-2221

Lévis, St-David
4447, boul. de la Rive-Sud (Rte 132)
(418) 835-1573

LES DIMANCHES

MODE

AUX GALERIES DE LA CAPITALE

LES HOMMES ET LA COQUETTERIE
mythe ou réalité?

Le 5^e dimanche mode des Galeries de la Capitale ayant comme thème "La Coquetterie masculine... mythe ou réalité?" s'adresse à vous, Messieurs, soucieux de votre apparence et de votre image tant personnelle que professionnelle.

À cette occasion, vous pourrez assister à un défilé de mode qui mettra en vedette toute la collection étincelante d'été des boutiques West Coast, San Francisco maillots et Jean-Paul Fortin, et entendre M. Luc Breton, consultant en mode, vous entretenir de "La Coquetterie masculine... mythe ou réalité?". Au fil des ans, l'homme a-t-il vraiment renoncé à la coquetterie masculine?

De plus, vous pourrez entendre Madame Sylvie Corriveau, chroniqueuse de mode au quotidien Le Soleil, vous parler de l'importance des soins esthétiques. Aussi, vous pourrez voir des transformations coiffures réalisées par les spécialistes du Salon Carlain et de nombreuses suggestions cadeaux pour la fête des Pères.

À gagner, sur place, de nombreux prix de présence et la possibilité de bénéficier d'une transformation.

Dimanche 29 mai à 13 h au mail central

13 h: Conférence avec M. Luc Breton, consultant en mode: "La Coquetterie masculine... mythe ou réalité?"

13 h 15: Défilé de mode avec les boutiques West Coast, San Francisco maillots, Frisco, Jean-Paul Fortin et Victoire Delage;

13 h 35: Conférence "L'importance des soins esthétiques" par Madame Sylvie Corriveau, chroniqueuse de mode au quotidien Le Soleil;

13 h 50 à 14 h: Présentation des transformations coiffures par les spécialistes du Salon Carlain.

UNE PRÉSENTATION DE:
Carole Franck
LA MAISON DE BEAUTE
PARIS

Entrée gratuite!

LES GALERIES DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

CITF
107, 5th
ROCK - DÉTENTE

CARLAIN
COIFFURE

Caroline & Dominique
CADREUX - FLEURS - DÉCORATION

frisco

Dans un Jardin

JEAN-PAUL FORTIN

WEST COAST

La Francine

La police de Chaudière-Ouest croit à l'approche préventive

BERNIÈRES — Mercredi midi, tout est tranquille sur le territoire de la Régie intermunicipale de police Chaudière-Ouest, sur la rive sud de Québec. À la suggestion de son supérieur, l'agent Stéphane Belzile se rend donc à l'école de La Clé-du-Boisé, à Saint-Étienne-de-Lauzon, histoire de faire un brin de causette avec les jeunes encore dans la cour de récréation. À la vue du policier, une dizaine, une vingtaine, puis finalement la totalité des élèves de 6^e année s'agglutinent autour de lui. Ils veulent entendre la sirène, voir les gyrophares en marche, jeter un coup d'œil sur son arme.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

«Toi, je te gardais quand t'étais petit», lance l'agent Belzile à l'un des élèves. «L'an passé, raconte un autre, le policier m'a laissé taper dans son auto. J'ai allumé les lumières, fait fonctionner la radio. C'était l'un au boutte!»

Sur le territoire de Chaudière-Ouest, c'est comme ça que ça fonctionne. Le chef André Trudelle, ses 30 employés syndiqués et ses cinq confrères cadres ont opté pour l'approche communautaire et préventive. À chaque midi, donc, quand la routine quotidienne le permet, un policier — jamais le même — se rend dîner dans une école ou causer avec des personnes âgées. La fin de semaine, il se rend jouer au billard à la maison des jeunes.

«On veut mettre les jeunes de

notre côté, explique l'enquêteur Claude Pelletier. Et ça donne des résultats. Plusieurs adolescents nous appellent maintenant par nos noms au lieu de nous traiter de chiens sales.»

Ce sont ces mêmes policiers qui ont pris l'initiative des «soirées de danse avec la police» et de la fête annuelle des aînés. La relation policiers/citoyens, ils y croient tous, même si leur action communautaire ne s'est pas encore étendue au Hell's Angels établis sur leur territoire, à Saint-Nicolas.

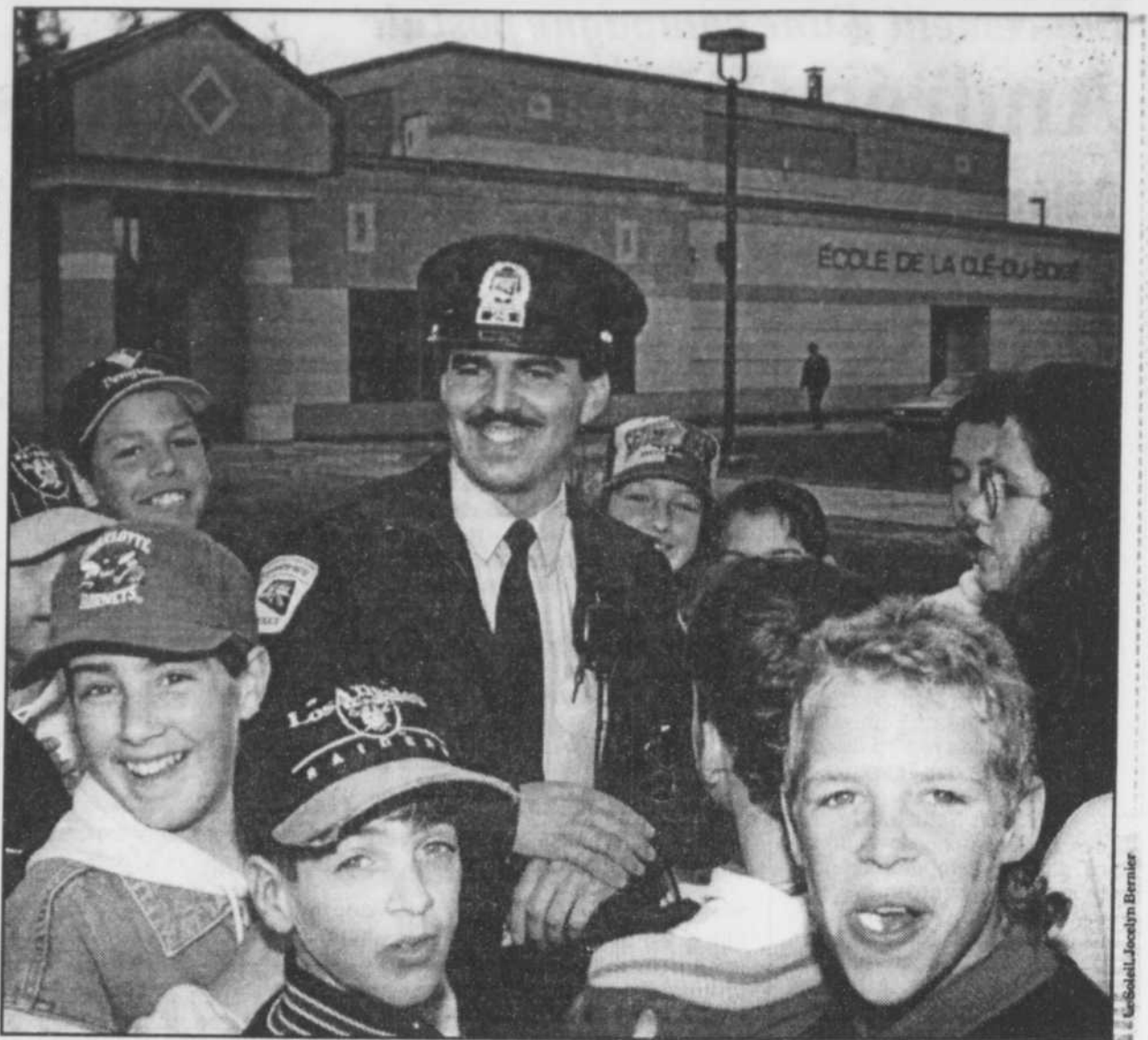
La Régie intermunicipale de police Chaudière-Ouest a vu le jour le 3 mai 1993 et couvre les municipalités de Bernières, Saint-Nicolas, Saint-Rédempteur et Saint-Étienne. «C'est la première régie intermunicipale de police créée au Québec à partir de zéro, souligne M. Pelletier. En novembre 1992, le chef Trudelle, sa

secrétaire et moi-même nous sommes installés ici. On a fait l'embauche de tout le personnel, acheté l'équipement, tout bâti de A à Z.»

Le chef, les quatre capitaines et l'inspecteur-chef aux opérations sont des gens d'expérience. Mais les 16 policiers — dont six femmes — sont pour la plupart dans la vingtaine et n'avaient pas plus de trois ans d'expérience lors de leur embauche. Ils demeurent tous dans le territoire de Chaudière-Ouest. À 32 ans, l'enquêteur Pelletier est le plus vieux. «Quarante pour cent de nos policiers ont des diplômes universitaires», se vante-t-il.

Gestion participative de la direction, sondages positifs auprès des citoyens, surplus financier, instauration d'une cour municipale à Saint-Rédempteur : après un an, les employés de la centrale de police disent mission accomplie. Leur prochaine source de fierté résidera, dès le 6 juin, dans l'installation du service 9-1-1, le premier sur la Rive-Sud.

La police de Chaudière-Ouest repose assurément sur des bases solides : celles de son approche communautaire, celles de ses jeunes employés et celles de l'ancien bar «Le 311», sur lesquelles est maintenant établie leur toute nouvelle centrale.



L'agent Stéphane Belzile, entouré d'une ribambelle d'élèves avec lesquels il est venu faire un brin de jasette mercredi midi.

VENTE DE FERMETURE

RABAIS DE 20% À 50%
sur toute la marchandise en magasin

De plus,
NOUS PAYONS LES TAXES TVQ et TPS
pour un temps limité

BOUTIQUE



PLACE LAURIER
SEULEMENT
ENTRÉE NO 8

(418) 657-2229

Telle que:

TÉLÉGUIDÉS

(auto, avion, bateau, hélicoptère)

MODÈLES RÉDUITS

(train électrique, piste de course)

PEINTURES

par numéros

CASSE-TÊTE

régulier et 3 dimensions

FUSÉES,

DÉCOUPAGE SUR BOIS

JOUETS DE TOUTES SORTES

HEURES D'OUVERTURE:
du lundi au mercredi, de 10h à 17h30;
les jeudi et vendredi, de 10h à 21h;
le samedi, de 9h à 17h;
le dimanche, de midi à 17h

POUR LA VERRIÈRE, LE SALON OU LE COIN REPAS...

Le rotin : le «coup de cœur» de l'été!



ENSEMBLE BLANC
3 PIÈCES première qualité

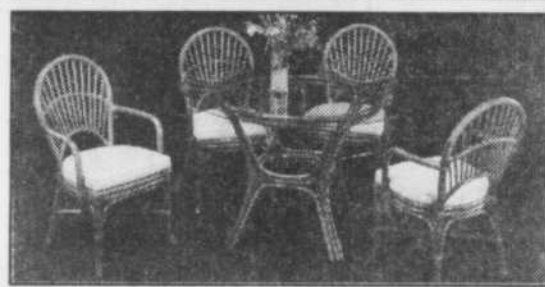
causeuse,
chaise, table

250\$

CHAIRES BLANCHES
première qualité

à partir de

89⁹⁵\$



ENSEMBLE À DÎNER

4 chaises, table, verre 10 mm

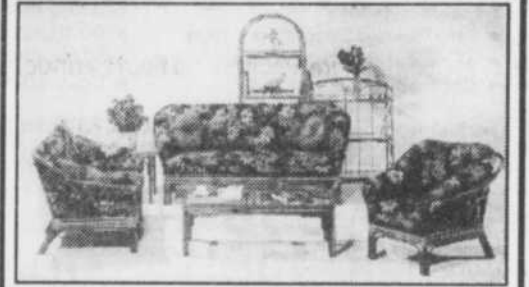
Chaises sans bras à partir de

799\$

Chaises avec bras à partir de

999\$

Le plus vaste magasin
de rotin à Québec
STATIONNEMENT
PLACE CARTIER
(2 heures gratuites
avec achat)



ENSEMBLE COLLECTION MAUI

MAINTENANT DISPONIBLE EN VERT FONCÉ ET BOURGOGNE

sofa, causeuse, chaise, table à café,
table de côté, rotin de première qua-
lité, coussins imperméabilisés

à partir de

1999\$

2000
LA MAISON DU ROTIN

740, BOUL. CHAREST EST
(PLACE CARTIER)
QUÉBEC
647-1997



JAMAIS ÉTÉ SI BEAU...

Jamais le Manoir Richelieu ne s'est autant renouvelé.
Jamais les activités et les forfaits qu'il offre n'ont été
si bien agencés.
Jamais sa table n'a offert autant de diversité.
Jamais ses prix n'ont été si abordables.

À partir de seulement

44⁵⁰\$

par personne, en occupation
double. Taxes et service
en sus. Non applicable aux
groupes. Nombre de places
limité.

MANOIR RICHELIEU
CHARLEVOIX
RESERVATIONS : 1-800-463-2613



Tourisme Québec



Casino de Charlevoix



VIA INTERCAR

CUQ: le salaire des cadres oscille entre 37 et 104 000 \$

QUÉBEC — Le directeur général, M. Maurice Bergeron, est le cadre à la Communauté urbaine de Québec (CUQ) qui jouit de la plus forte rémunération avec 104 197 \$ par année, tandis que les trois cadres qui reçoivent la plus basse sont trois avocats du contentieux avec 37 196 \$, 48 691 \$ et 51 177 \$.

par BENOÎT ROUTHIER
LE SOLEIL

C'est ce qu'a pu obtenir LE SOLEIL après un recours à la Loi d'accès à l'information.

Les directeurs de la trésorerie, M. Raynald Bédard, de l'évaluation, M. Jean-Guy Kirouac, et de l'Office du tourisme et des congrès, M. Pierre Labrie, sont ceux qui ont la plus importante rémunération après M. Bergeron, avec des émoluments de 91 984 \$ par année.

M. René Gélinas, directeur

du service de l'Environnement, gagne 89 311 \$ par an.

Suivent, à 85 869 \$, les directeurs des Ressources humaines, M. Marc-André Cantin, des Communications, Mme France Lagacé, du Traitement des données, M. Gilles Bélanger, de l'Aménagement du territoire, M. Jean Guyard, et du Contentieux, Mme Estelle Alain.

On retrouve 23 autres cadres qui ont une rémunération se situant entre 70 000 \$ et 80 000 \$ et 10 entre 60 000 \$ et 70 000 \$.

L'échelle salariale du person-

nel cadre de la CUQ va de 45 017 \$ pour la rémunération minimale de la classe 1 à 104 197 \$ pour l'échelon le plus haut, celui du directeur général.

Par ailleurs, ces employés peuvent obtenir des primes au rendement. Quinze en ont reçu en 1993 et six en 1992. Des bonus allant de 2107 \$ à 3679 \$, selon les tableaux fournis par le responsable de l'application de la Loi d'accès à l'information à la CUQ, le secrétaire Pierre Rousseau.

La CUQ est présentement à la recherche d'un remplaçant au directeur général actuel qui quitte l'organisme régional en juin, avec une indemnité de départ équivalant à une année de service.

EN VIGUEUR JUSQU'AU 29 MAI 1994



MELON D'EAU
Produit des États-Unis



CELERI
Produit de Californie



LAITUE EN POMME
Produit de Californie, gr. 24



BANANES
Produit importé



CHAMPIGNONS
Blancs, frais, de l'Ontario



BROCOLI
Produit de Californie, gr. 14



TOMATES ROUGES
Produit des États-Unis, gr. 6X6, préemballées



CONCOMBRE ANGLAIS
Produit de serre, de l'Ontario, gr. moyen



LAITUE FRISEE
Produit du Québec, gr. 24



LAITUE ROMAINE
Produit de Californie, gr. 24



ZUCCHINIS
Produit des États-Unis, préemballés



EPINARD
Produit frais des États-Unis, sac 10 onces (284gr)



JAMBON CUIT
BITTNER'S, extra-maigre



FROMAGE MOZZARELLA
"STELLA"



PAIN HOT-DOG ou HAMBURGER
Emballage de 12



NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX EN SUCCURSALE. NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS. SPÉCIAUX EN VIGUEUR DANS TOUTES NOS SUCCURSALES.

NEUFCHÂTEL 2065, boul. Bastien 842-3084	STE-FOY 3440, de la Pêrade 657-7717	LÉVIS 51 route Kennedy 835-5526	CHARLESBOURG 4145, 11ère Avenue 622-2291	STE-FOY 2700 chemin Ste-Foy 651-2717
CHARLESBOURG 1047, boul. du Jardin 627-0344	NEUFCHÂTEL 9210, boul. l'Ornière 842-0909	BEAUPORT 344 Saigneurielle 661-7997	CAP-ROUGE 1198 Jean Gauvin 872-7473	BERNIÈRES 585 Route 116 831-4611

LE JARDIN MOBILE



C'EST LE TEMPS DES FLEURS ANNUELLES

Le plus grand choix de fleurs annuelles à Québec

ÉGALEMENT

Géraniums, dracénas, bégonias, impatiens de Nouvelle-Guinée, lierres, etc. En pots de 4 1/2"

TRÈS GRAND CHOIX

ARBRES D'ORNEMENT

- Arbres de 8 à 25 pieds de hauteur et de 30 à 80 mm de diamètre
- Bouleaux en talles à 1, 2 ou 3 tiges de 10 à 15 pieds de hauteur

BAS PRIX INCROYABLES

CÈDRES À HAIE

- La haie de cèdres, la plus belle à partir de des haies
- 5 grandeurs disponibles
- Très grand choix (plusieurs milliers disponibles)

4.25\$

COMPAREZ AVANT D'ACHETER



PÉPINIÈRE MORALDO

Un seul nom et trois adresses :

ET FILS INC.

LEBOURGNEUF
(Charlesbourg-Ouest)
1300, boul. Saint-Joseph
628-9440

SAINTE-FOY
(limites de Cap-Rouge)
4078, chemin Saint-Louis
656-6539

SAINT-AUGUSTIN
(croisement de l'autoroute 40)
180, route 138
878-3808

Ordinateurs «scolaires»: l'État coupe les vivres

QUÉBEC — Depuis septembre 1993, les commissions scolaires ne reçoivent plus de subventions du ministère de l'Éducation pour l'achat d'ordinateurs.

par ISABELLE DUCAS
LE SOLEIL

Le gouvernement a investi 61 millions \$ depuis 1983 pour doter les écoles de micro-ordinateurs pour usage pédagogique.

À partir de 1987, un programme à frais partagés avait été mis sur pied par le ministère de l'Éducation: il subventionnait l'achat de micro-ordinateurs, proportionnellement au nombre d'élèves, à condition que les commissions scolaires investissent le même montant. Au cours de l'année scolaire 92-93, le gouvernement a ainsi versé 3,5 millions \$ à l'ensemble des commissions scolaires.

Mais un moratoire sur ce programme est en vigueur depuis septembre 1993, jusqu'à la fin de l'année scolaire 94-95.

Cette décision a été communiquée aux commissions scolaires au début d'octobre, alors qu'elles avaient déjà procédé à la majorité de leurs achats pour l'année, comptant sur l'aide gouvernementale pour remplacer le matériel défectueux et augmenter le nombre d'ordinateurs. «Elles doivent donc maintenant prévoir ces coûts dans leurs budgets généraux», explique Serge Careau, président jusqu'à tout récemment de l'Association québécoise des utilisateurs d'ordinateur en milieu scolaire.

Cependant, avec des coupes de 162 millions \$ dans le budget du

ministère, les commissions scolaires doivent répondre à des besoins beaucoup plus criants. En effet, 85 % du budget des commissions scolaires sert à payer les salaires, où aucune compression n'est possible. Le reste, 15 %, va à l'entretien, à des projets spéciaux et à l'achat de matériel. C'est là que les coupes vont devoir se faire.

Une consultation qui ne mène nulle part

Étrangement, au cours de l'année 92-93, la Direction des technologies et des ressources éducatives du ministère de l'Éducation avait mené une vaste consultation à travers la province dans le but de définir un plan d'action sur les nouvelles technologies. Plusieurs commissions scolaires et d'autres intervenants avaient participé à la consultation.

C'est le Conseil du Trésor qui réclamait ce plan d'action avant de réévaluer les montants alloués au programme de subventions.

Mais un projet de plan d'action a été déposé au bureau du sous-ministre de l'Éducation à la suite de la tournée de consultation, puis les fonctionnaires n'en ont plus entendu parler. «On devait faire

une autre tournée de consultation plus formelle cette année, explique Pierre-Yves Maurice, coordonnateur du plan d'action au ministère de l'Éducation, et le plan devait être appliqué l'an prochain. Mais ça semble aller au ralenti dans ce dossier en ce moment.»

Pendant ce temps, les ordinateurs dans les écoles sont désuets

et trop peu nombreux. Selon Serge Careau, le Québec accuse un retard considérable sur les autres provinces au chapitre des investissements dans l'achat d'appareils et de logiciels, et dans la formation, au moment où le ministère de l'Éducation «commence à "découvrir" l'importance de la micro-informatique comme outil dans l'enseignement.»

Québec pressé de laisser une chance d'intégration à tous les écoliers

QUÉBEC — L'Association du Québec pour l'intégration sociale réclame du ministère de l'Éducation l'adoption d'une loi qui oblige les commissions scolaires à intégrer en classe régulière tous les enfants de niveaux primaire et secondaire ayant une déficience intellectuelle.

par DAMIEN GAGNON
LE SOLEIL

Selon la présidente de l'organisme (AQIS), Monique Lavictoire-Marquis, de Rimouski, c'est la seule façon de mettre fin aux

contestations devant les tribunaux et donner à tous les enfants les mêmes chances de s'intégrer normalement dans la communauté.

L'AQIS tient présentement dans un hôtel de Québec son 13e congrès annuel qui réunit près de mille personnes. Le récent jugement de la cour d'appel du Québec est au cœur des débats. Ce jugement renverse une décision du tribunal des droits de la personne qui ordonnait à la Commission scolaire des Belles-Rivières d'inscrire Dany Rouette, un jeune déficient intellectuel de 20 ans, dans une classe régulière à la polyvalente de L'Ancienne-Lorette.

Les congressistes, principalement des parents d'enfants ayant une déficience intellectuelle, sont d'avis de ce jugement qui soutient que la commission scolaire avait fait un bon choix en inscrivant Dany dans une classe spéciale. On vient de faire reculer la cause de l'intégration scolaire et de fait, l'intégration sociale, affirme Mme Lavictoire-Marquis.

Une volonté politique
L'association provinciale a l'appui des associations régionales et même de l'Association canadienne pour l'intégration communautaire. Ce jugement, dit-on, est inacceptable et on trouve également inacceptable l'absence de volonté politique du ministère de l'Éducation. Selon Pierre Duclos, vice-président de l'association de la région de Québec, c'est justement le manque de volonté politique du ministère qui fait que les parents se retrouvent devant les tribunaux.

L'association de Québec a d'ailleurs profité de la tenue du congrès pour lancer sa propre politique d'intégration au niveau secondaire des enfants ayant une déficience intellectuelle. On y dénonce la classe spéciale et on y préconise une adaptation de l'enseignement centrée sur l'élève en situation d'intégration à la classe régulière.

«Je suis convaincue que la classe régulière est la meilleure solution», affirme Mme Lavictoire-Marquis qui reconnaît cependant que les services éducatifs doivent être adaptés aux besoins de chaque élève.

Elle précise que le ministère de l'Éducation lui-même, dans sa politique en adaptation scolaire, reconnaît que la classe ordinaire est un moyen privilégié d'insertion dans la société et doit être le premier moyen utilisé par toutes les commissions scolaires. A son avis, il appartient au ministère de faire respecter sa politique et de mettre en place les services qui s'imposent.

■ Trépanier examine le cas des employés de soutien en garderies

QUÉBEC (PC) — Après avoir affirmé qu'elle ne se laisserait pas influencer par de nouvelles menaces de grève et de moyens de pression dans le réseau des garderies, la ministre déléguée à la Condition féminine et à la Famille, Violette Trépanier, a finalement accepté, hier, de se pencher sur les demandes syndicales touchant la rémunération des employés de soutien. Elle a invité la CSN et les autres organismes qui ont des demandes à les soumettre. Au cours d'une interpellation à l'Assemblée nationale, l'opposition a rappelé que, dans son budget, le ministre André Bourbeau a parlé de relever le salaire horaire pour l'ensemble des employés de garderies alors que les mesures retenues montrent que seules les éducatrices obtiennent une augmentation moyenne de 1 \$ l'heure. Mme Trépanier a affirmé que «le ministre a parlé d'un rehaussement de salaire du personnel de garde, et non pas du personnel des services de garde». Selon elle, «du personnel de garde, ce sont des éducatrices».

STE-FOY HYUNDAI

No 1 AU CANADA

STE-FOY HYUNDAI

Pour l'année 1994, Ste-Foy Hyundai a vendu, à ce jour, plus de véhicules neufs que tout autre concessionnaire Hyundai au Canada.

ELANTRA 1994

199⁹⁵*
mois



HYUNDAI

On évite à votre avantage

PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES INCLUS

GARANTIE 3 ANS 60 000 KM

3 ANS 100 000 KM ÉLÉMENTS PRINCIPAUX

STE-FOY HYUNDAI

Service ouvert tous les soirs

* Basé sur une Elantra 1994 à partir de 199,95 \$ par mois pour 60 mois, kilométrage illimité jusqu'à 27 000 km / par année. Extra kilométrage chargé à 0,07 \$ / km. Sujet à approbation du crédit. Taxes et frais d'administration au comptant. Transport et préparation inclus. Basé sur un taux d'intérêt de 8,9% en vigueur au 1er mai 1994. Avec une valeur résiduelle de 2900 \$; option d'achat ou remise de l'auto à la fin du terme.

2650, Dalton, parc Colbert, Sainte-Foy
654-9292

DANS QUEL COIN ÊTES-VOUS RENDU?

AUBAIN 2 1/2 meublé chauffé 750,00 \$. Libre immédiatement, vue panoramique, ile des Soeurs. Demandez Lucie après 18h00.

AUTEUIL, superbe condo bien situé, 5 grandes pièces, chauffage au gaz, piscine intérieure, stationnement privé.

À LAVAL, 1 mois gratuit, rénovations légères à exécuter, grand lav/séch, garage intérieur, occupation immédiate, 600 \$, près du Centre.

BOISBRIAND, 5 1/2 fra tout rose style condo, propre plancher bois, auto libre en septembre ou

BOIS-DES-FILION, condo de 6 pièces, su étages, foyer en marbre privé, très silencieux, tout. A voir absolument. Premier mois gratuit, immédiatement.

BOUCHERVILLE 5 stat, 470 \$ en

BOUCHERVILLE grands 4 1/2, 5 1/2 et 6 1/2 alarme foyer, tourbillon, très propres ménage fait, possibilité chauffés ou éclairés, service de conciergerie, entrée lav/séch, près toutes commodités, libre juillet

BROSSARD, grand 1 w/séch

CHOM, très calme, stat, 550 \$

DUVERNAY, 2 m pris avant la St-J 490 \$ pas d' 3 ans.

DUVERNAY, 2 m pris avant la St-J 490 \$ pas d' 3 ans.

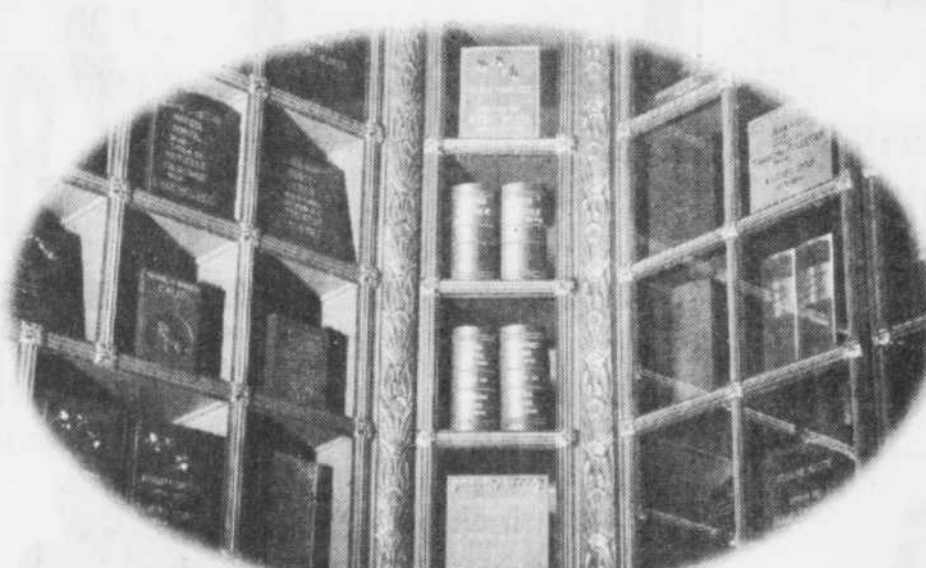
Vous déménagez?

C'est facile de nous aviser: appelez-nous ou remplissez l'avis de changement d'adresse.

Hydro-Québec

Le meilleur de nous-mêmes

“détabouiser”



C'est ce que fait Lépine Cloutier en vous offrant son Dossier Prévoyance

Qu'est-ce que le testament biologique?

Le testament biologique est un document qui précise les soins et les traitements qu'une personne désire recevoir lorsqu'elle arrive à la croisée des chemins. C'est afin de vous informer sur des sujets comme celui-ci que Lépine Cloutier a remis à jour le Dossier Prévoyance.

Qu'arrive-t-il lorsqu'il n'y a pas de testament?

Que faire lors d'un décès à l'étranger (?) Qu'arrive-t-il au bail (?) Où trouver le soutien psychologique (?) Saviez-vous que la crémation avec la mise en columbarium représente une forme de sépulture peu coûteuse et de plus en plus favorisée (?) Comment l'arrangement préalable peut-il aider à réduire les coûts et prévenir les soucis entourant le décès (?) Autant de questions auxquelles le Dossier Prévoyance apporte des réponses claires et simples.

Des services de qualité

Le Dossier Prévoyance n'est qu'un des nombreux exemples du service de qualité qu'offre Lépine Cloutier. Pour recevoir gratuitement ce document, complétez le coupon ci-dessous et retournez-le à Lépine Cloutier, C.P. 1343, Québec (Québec) G1K 3P9. Vous pouvez également communiquer avec nous au 529-3371.

Je désire recevoir gratuitement le Dossier Prévoyance et avoir plus d'informations sur l'arrangement préalable.

Nom: _____

Adresse: _____ Ville: _____

Code postal: _____ Téléphone: _____



Lépine Cloutier

LE RESPECT DU DÉTAIL



DAISHOWA

Politique Environnementale

Les Produits forestiers
Daishowa Ltée croit que ses
opérations devraient témoigner
d'une gestion responsable et
respectueuse des ressources
et être compatibles avec la
protection de la santé humaine
et de l'environnement.

Les principes ci-après
énumérés sont fondamentaux
pour la réalisation
de tels objectifs.

Daishowa

s'engage à concevoir
et à exploiter ses
installations en con-
formité avec les lois
et règlements environ-
nementaux en vigueur
et à collaborer avec les
différentes autorités
gouvernementales
compétentes afin
d'assurer un
tel respect;



Daishowa

s'engage à
minimiser les
impacts de ses
opérations sur la
qualité de l'envi-
ronnement,
dans les limites
de la faisabilité
technologique ou
économique alors
prévalant;



Daishowa

s'engage à
minimiser
la production
de résidus, tout
en privilégiant
l'utilisation
de matières
recyclables;



Daishowa

s'engage à
gérer, protéger
et renouveler
les ressources
forestières dans
le contexte d'un
développement
durable pour des
usages variés;



Daishowa

s'engage à réaliser,
de façon périodique,
des vérifications
environnementales
de ses opérations
et à en faire rapport
de façon régulière,
à son Conseil
d'administration;



Daishowa

s'engage à
informer
son Conseil
d'administration,
ses officiers et
sa direction de
l'étendue de leur
responsabilité
environnementale;



Daishowa

doit informer
tous ses employés
du contenu de cette
politique environ-
nementale et doit
s'assurer que tous
ses employés ont
reçu une formation
appropriée
relativement
à leur responsabilité
environnementale.
Le respect de la
politique environ-
nementale doit être
partie intégrante de
l'évaluation de la
performance de
chaque employé;



Daishowa

doit s'assurer
que tous ses cadres
soient avisés de leurs
responsabilités dans
leurs secteurs
d'activité et avec
leurs employés
respectifs, en regard
de l'application de
cette politique
environnementale.



Approuvé par le
Conseil d'administration
Décembre 1993



Situation alarmante chez les Amérindiens

Le calumet chimique fait des ravages dans les réserves

LA TUQUE — « Christian, ce n'était pas le premier que je voyais mourir, j'ai déjà perdu six amis à cause de la drogue. »

textes de FRANÇOIS POULIOT
LE SOLEIL

Le témoignage a fait sursauter tout le monde dans la salle d'audience. Le lendemain, au jour 2 de l'enquête publique sur la mort de Christian Melançon, ce jeune homme de Loretteville qui se serait automutilié sous l'effet du PCP, deux autres témoins ont laissé entendre au coronar que la drogue était venue leur ravir un proche. L'un ne s'est pas étendu, l'autre a sommairement résumé : Bang, un coup de carabine...

La drogue chimique a remplacé le cannabis dans le calumet des Amérindiens. Elle et son alliée, l'alcool, sèment la mort à tous vents dans les collectivités autochtones. On savait le problème existant, mais l'enquête publique du coronar Gabriel Garneau aura permis d'en découvrir l'extrême acuité. Des chiffres, il n'y en a pas, mais tous les intervenants rencontrés ces derniers jours s'accordent pour dire qu'il y a péril en la demeure et que les résultats pour contrer la calamité exigent beaucoup d'espoir.

Le Klondike de la drogue

À l'heure actuelle, pour celui qui réussit à s'y faire des entrées, le milieu amérindien, c'est presque le Klondike. « Il n'y a pas de limite au prix qu'ils peuvent payer, les Indiens se font plumer ben dur, on dirait qu'ils ne connaissent pas la valeur de l'argent. Ils peuvent acheter un quart de gramme de PCP 45 \$, alors qu'à Trois-Rivières, il vaut 20 \$ »,

confie un inspecteur de la SQ, ex-agent double du corps policier. « Et puis, ajoute-t-il, bien souvent, la dope est coupée au maximum ».

Autre avantage du milieu, on y est moins inquiété : « Il faut réussir à arrêter la marchandise avant qu'elle entre dans le territoire, après, il est trop tard, il nous voit venir et pas question d'aller là en petit nombre, on serait isolé », poursuit l'enquêteur.

Un policier amérindien, qui oeuvre depuis une vingtaine d'années dans les réserves, soutient qu'on a déjà fait appel à des banalisés autochtones (revendeurs) par le passé pour tenter d'enrayer le fléau, mais qu'il ne se fait pratiquement plus d'infiltrations, probablement faute d'effectifs.

Pendant ce temps, près de 90 % des affaires criminelles que plaide Me Marc Villeneuve, un avocat de l'Aide juridique de La Tuque, originaires de comportements influencés par l'alcool et la drogue.

Le centre de réadaptation Wapan (qui signifie Aube), installé à l'entrée de l'agglomération, est débordé par la demande. Depuis son ouverture, il y a quatre ans, il a aidé 325 autochtones à reprendre à vivre en société. « Neuf clients sur 10 ont déjà tenté de se suicider. Lorsqu'ils viennent nous voir, c'est souvent qu'ils ont atteint les bas fonds », confie sa coordonnatrice clinique, Louise Gagné.

Ce qui inquiète le plus les intervenants sauveteurs, c'est que la drogue frappe particulièrement chez les jeunes. « Je ne veux pas

mettre de pourcentage, mais ces dernières années, on a une augmentation importante de cas à la cour criminelle du tribunal de la jeunesse », dit Lucien Dallaire, procureur de la Couronne de La Tuque.

L'adolescent amérindien se dope en inhalant des vapeurs d'essence, de colle et autres produits toxiques. Il se met ainsi à l'abri du code criminel, puisque le geste n'est pas illicite.

Le phénomène est à ce point répandu qu'on a déjà vu circuler de petits contenants de naphte, destinés à la revente. Dans la réserve de Pointe-Bleue, il y a quelques années, le conseil de bande a même adopté un règlement interdisant d'inhaler des substances toxiques.

Il y a cependant une lueur d'espoir : « Jusqu'à maintenant, les aînés avaient accès à certains programmes, mais les jeunes n'avaient pratiquement pas de ressources. Depuis l'an dernier, on travaille à la mise en place d'un programme francophone sur l'abus des solvants en milieu autochtone. Une quinzaine de personnes ont jusqu'à maintenant reçu de la formation et on espère pouvoir commencer à intervenir sur le terrain prochainement », annonce Fred Kistabish, directeur du centre Wapan.

« Le problème en est un d'isolement »

La priorité : s'attaquer au désœuvrement

LA TUQUE — Pour réussir à endiguer l'hécatombe engendrée par la drogue et

l'alcool en sol amérindien, il faut d'abord et avant tout s'attaquer au désœuvrement.

C'est à tout le moins ce qui se dégage des différentes opinions

recueillies par LE SOLEIL au cours des derniers jours.

« Je crois que le problème en est un d'isolement et qu'ils sont moins actifs qu'auparavant. Les jeunes surtout, ils se sentent coincés entre deux systèmes de valeurs et leurs traditions se perdent », soutient le procureur de la Couronne Lucien Dallaire de La Tuque.

« Ce que je constate, reprend-il aussitôt, c'est que la meilleure cure pour eux, c'est lorsqu'ils sont en forêt occupés à chasser avec leurs parents. Là ils font quelque chose. En d'autres temps, il faut dire qu'ils n'ont pas tellement de loisirs à leur portée. Les réserves sont souvent éloignées des grands centres et les infrastructures ne sont pas aussi développées ».

Le policier Léo Paul, de la réserve amérindienne de Pointe-Bleue, où sont installés 1800 autochtones, abonde à peu près dans le même sens : « L'une des raisons, c'est sans doute le manque de travail, dit-il. Les conseils de bande font de gros efforts et essaient de monter des projets, mais malgré cela, le taux de sans-emploi dépasse fréquemment les 50 % ».

Marc Villeneuve, avocat de l'Aide juridique de la région, affirme qu'il y a 30 ans, quand le gouvernement a institué les réserves, il a complètement détruit la culture amérindienne. « On assiste maintenant à un désœuvrement total. Ils veulent essayer de régler le problème, mais ils sont tellement démunis ».

LA CELLULITE traitée par ACUPUNCTURE
Perte de tissu graisseux sous-cutané, réduction de la "peau d'orange", élimination efficace de l'eau...
Pour information :
Anne Paré
acupunctrice
648-1979
Quartier Montcalm
Acupuncture inscrite à la Corporation professionnelle des médecins du Québec.

LE VRAI CAMP INFORMATIQUE !
CAMP DE JOUR INFORMATIQUE DU CLUB DOS
ENCORE QUELQUES PLACES DISPONIBLES, FAITES VITE !
POUR INFORMATION : (418) 877-5888
DÉBUT : 27 juin 1994 • ÂGE : 10 à 16 ans
CLUB DOS
Le super centre de l'informatique



La coordonnatrice du centre de réadaptation Wapan, Louise Gagné et son directeur Fred Kistabish travaillent chaque mois avec une douzaine d'autochtones qui ont atteint « les bas fonds ». Le centre, qui aide des jeunes en provenance de huit réserves, ne répond plus à la demande.

CLUB BIZ ADHÉSION GRATUITE POUR TOUS

Boul. Wilfrid Hamel un choix sans pareil aux meilleurs prix !

VOTRE SUPERMAGASIN POUR LES AFFAIRES ET LES LOISIRS!

biz INFORMATIQUE TECHNICIENS EN INFORMATIQUE QUALIFIÉS SUR PLACE

ORDINATEUR DATATRIN 486SX-25
MONITEUR INCLUS
1359⁰⁰ TOUS LES JOURS
4MO RAM, disque rigide de 213MO, souris, moniteur Tating 14" VGA, 39mm inclus. 2 ans de garantie.
Même configuration pour l'ordinateur 486DX-33 : 1629,00

Canon PERFORMANCE LASER À PRIX ABORDABLE.
IMPRIMANTE CANON BUBBLE JET BJ-200E
Capacité de 100 feuilles ou 15 enveloppes, résolution de 360 ppp, vitesse d'impression allant jusqu'à 496 caractères/seconde.
385⁰⁰ TOUS LES JOURS

brother TÉLÉCOPIEUR ET CENTRE DE MESSAGES **BROTHER INTELLIFAX 780MC**
Dégorgement de papier, utilisation du papier Thermo Plus, alimentation automatique de 15 pages, coupe-papier automatique, activation à distance améliorée, commutateur fax/tél. et interface pour répondre téléphonique externe.
649⁰⁰ TOUS LES JOURS

biz LOGICIELS LA PLUS GRANDE SÉLECTION DE LOGICIELS EN MAGASIN

PARADOX V4.5 POUR WINDOWS 3.5, VERSION FRANÇAISE
La puissance d'une base de données relationnelle, tout simplement.
189⁹⁵ TOUS LES JOURS

MS EXTENSION WORKGROUP POUR WINDOWS, VERSION FRANÇAISE
Le meilleur choix pour évoluer de Windows vers le monde des réseaux.
53⁹⁵ TOUS LES JOURS

DYNACOM COMPTABILITÉ PRO
Comprend : Grand livre, comptes clients, comptes fournisseurs, facturation, inventaire, conciliation bancaire, formulaires spéciaux.
39⁹⁵ TOUS LES JOURS

PACIFIC STRIKE POUR DOS 3.5, VERSION ANGLAISE
Ce logiciel vous permet de reconstruire les missions de la 2^e guerre mondiale.
69⁹⁵ TOUS LES JOURS

MS FLIGHT SIMULATOR POUR DOS 3.5, VERSION FRANÇAISE
Ayez la sensation de piloter vous-mêmes un avion.
58⁹⁵ TOUS LES JOURS

SOFT KARAOKE POUR WINDOWS 3.5, VERSION FRANÇAISE
Comprend les meilleurs artistes de la chanson.
32⁹⁵ TOUS LES JOURS

biz LIVRES LIVRES POUR L'INFORMATIQUE À DES PRIX IMBATTABLES

LE LIVRE DE L'UTILISATEUR WORD 6 POUR WINDOWS
Maîtrisez les nombreuses possibilités offertes par la nouvelle version Windows du traitement de texte vedette de Microsoft.
24⁹⁵ TOUS LES JOURS

CORELDRAW 4 POUR LES NULS
Explications et précieux conseils vous permettent de créer vous-mêmes des documents très réussis.
18⁹⁵ TOUS LES JOURS

RAPIDO LOTUS 1-2-3 V4.0 POUR WINDOWS
Le meilleur moyen pour acquiescer rapidement ce que vous devez connaître de la nouvelle version de Lotus 1-2-3.
12⁷⁵ TOUS LES JOURS

MS-DOS 6.2 ANTISÈCHE
Ce livre, d'un accès simple et immédiat, est une référence permanente et une assistance efficace.
6⁷⁵ TOUS LES JOURS

HEURES D'OUVERTURE
Lundi au vendredi : 8h - 21h
Samedi : 9h - 17h
Dimanche : 10h30 - 17h

PLACE FLEUR DE LYS
552, BOUL. WILFRID HAMEL
QUÉBEC
(Boul. Hamel, Autoroute Laurentienne)

DOSSIER

Le plan Pagé n'a pas réduit le décrochage

QUÉBEC — En 1992, le ministre de l'Éducation Michel Pagé lançait un ambitieux plan d'action sur la réussite éducative qui devait faire passer le taux de réussite scolaire « diplomation » de 65 % à 80 % en cinq ans. Mais deux ans et 84 millions \$ plus tard, la proportion de décrocheurs n'a pas diminué.

Le ministère a tout de même observé que les élèves ont tendance à être plus persévérants : ils sont moins nombreux à abandonner d'un niveau à l'autre. Mais l'effet ne se fait pas encore sentir à la sortie du secondaire puisque, l'an dernier, le taux de « diplomation » a chuté de 3 % pour revenir au même niveau que deux ans auparavant.

De beaux projets, mais quels résultats ?

Pourtant, plus de 6000 projets ont été mis sur pied dans les écoles de la province pour faire échec au décrochage. Mais les jeunes semblent déjouer ces plans qui leur sont destinés.

La majorité de ces projets s'intéressent surtout à l'apprentissage, sans s'attarder aux facteurs familiaux, sociaux et environnementaux, a conclu une étude du Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES) de l'université Laval et de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ). Il est important de laisser l'initiative aux commissions scolaires, qui établissent leurs priorités en fonction de leurs caractéristiques propres, mais l'opération a été trop précipitée et les délais d'exécution étaient trop courts. Les écoles ont donc pro-

posé des mesures faciles à appliquer — soutien aux élèves à risques par des conseillers, périodes de récupération, soutien aux parents, etc. — sans tenter de réformer en profondeur les pratiques d'enseignement.

Le plan a tout de même des avantages, comme en témoignent les commentaires recueillis par le CRIRES dans quelques commissions scolaires de la région de Montréal : il a contribué à susciter une préoccupation et une prise de conscience, il prouve que le ministère reconnaît qu'il y a un problème et qu'il faut trouver des solutions et il contribue à responsabiliser les écoles.

Une goutte d'eau dans l'océan

Mais il comporte des limites importantes, comme de créer des attentes et des espoirs à long terme alors qu'il ne les satisfait qu'à court terme, d'avoir des exigences démesurées par rapport aux moyens matériels et aux procédures mises en oeuvre, et de n'avoir pas prévu d'évaluation pour connaître les résultats obtenus par chaque projet.

« Le plan d'action est un mirage du gouvernement, affirme Luc Savard, président de la Fédération des enseignants des commissions

par
Isabelle
DUCAS

scolaires (FECSQ). Il accorde 42 millions \$ par année à ce programme, mais c'est une goutte d'eau après les compressions budgétaires de 10 milliards \$ des dix dernières années. » Selon M. Savard, il faut une réflexion plus approfondie sur l'éducation, un nouveau consensus social autour de la mission et de la finalité de l'école. « On en a assez des réformes à la pièce, dit-il. Il ne faut pas se complaire dans le fait que des projets ont été mis sur pied, alors que la société a fait l'école buissonnière pendant dix ans. »

Faudrait-il donc un nouveau rapport Parent, un chambardement des structures existantes pour mieux adapter l'école aux besoins des jeunes ?

Donner un nouvel esprit à l'école

Selon une étude du ministère de l'Éducation, 44 % des décrocheurs ont laissé leurs études parce qu'ils ne se sentaient pas à leur place à l'école ou n'aimaient pas les cours.

À ce propos, une étude du CRIRES a révélé qu'il existe un lien direct entre l'ambiance qui

régne dans une école et la réussite scolaire. Les écoles « efficaces » sont celles qui savent faire régner un climat participatif, marqué par l'ouverture, le respect et la confiance, où les attentes à l'égard des élèves sont élevées, où on récompense le comportement positif des jeunes, où le directeur ou la directrice exerce un leadership fort et où on insiste sur les matières de base.

Mais comment implanter ces conditions dans les écoles considérées comme « moins bonnes » ? « Ceci ne peut se produire ailleurs du jour au lendemain, mentionne l'étude. Ce quelque chose serait le produit d'une « culture propre au groupe », d'une dynamique fondée sur les valeurs, les croyances, les rites et les normes. »

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que les adolescents ont besoin d'éprouver un sentiment d'appartenance et de la sollicitude pour ne pas décrocher, malgré les problèmes scolaires et personnels qu'ils peuvent rencontrer. Lorsqu'on les interroge, ils disent attendre de l'école qu'elle offre une atmosphère amicale, qu'ils y soient pris au sérieux, qu'ils s'y sentent appréciés pour eux-mêmes avec leurs forces et leurs faiblesses, qu'ils puissent y créer des liens d'amitié, se sentir en confiance avec le personnel et qu'on se soucie d'eux lors de difficultés et d'échecs. Pour plusieurs, l'école doit en fait remplacer littéralement la famille.

Le décrochage au Québec

QUAND

- Au Québec, 35 % des élèves du secondaire abandonnent l'école avant d'obtenir leur diplôme d'études secondaires. Il s'agit du taux d'abandon le plus élevé au Canada.
- 31 % des décrocheurs quittent l'école avant 16 ans, âge légal de fréquentation scolaire obligatoire. 61 % quittent à 16 ou 17 ans.

QUI

- La majorité des décrocheurs proviennent d'un milieu socio-économique défavorisé.
- Plus de la moitié des parents de décrocheurs n'ont pas de diplôme d'études secondaires, 28 % ont fait des études post-secondaires.
- Un décrocheur sur trois a au moins un frère ou une sœur qui a décroché.
- Plus de la moitié des décrocheurs vivent dans des familles éclatées. La taille de leur famille est en général plus grande.
- Les élèves des groupes ethniques minoritaires décrochent deux fois moins que les autres.

POURQUOI

- 57 % des décrocheurs quittent l'école parce qu'ils ont le goût de travailler, 56 % parce qu'ils s'ennuient à l'école et 54 % parce qu'ils ont connu trop d'échecs. 91 % ont au moins un échec au moment de l'abandon. 83 % accusaient un retard d'au moins un an.
- 78 % des décrocheurs occupaient un emploi plus de 15 heures par semaine.
- 71 % des décrocheurs ont l'intention d'obtenir leur diplôme plus tard. Un sur dix obtiendra son diplôme lors d'un éventuel retour aux études. En moyenne, il fera trois tentatives avant de réussir.

(Sources : Michèle Violette, « L'école... facile d'en sortir mais difficile d'y revenir », Ministère de l'éducation du Québec, 1991. Luc Beauchesne, « Les abandons au secondaire : profil socio-démographique », Ministère de l'éducation du Québec, 1991.)



François Chouinard : « Quand on pouvait aller à la cuisine, ça m'incitait à travailler fort pour finir plus vite au lieu de déranger les autres. »



Puisqu'ils sont avancés dans leurs travaux, Mélodie Ouimet, Linda Bédard, Mélanie Bédard et Pascal Royer se retrouvent à l'atelier pour une activité de préparations de fleurs séchées.



Corinne Gagnon : « Ici, le prof ou l'éducatrice prend le temps de t'expliquer. »

À Cardinal-Roy, on reprend goût à l'école

QUÉBEC — « En septembre, c'est à reculons que Corinne reprenait le chemin de l'école. Elle avait vécu l'an dernier (en secondaire 2), encore une fois, échecs et rejets. Pas facile de la convaincre que l'école avait de bons côtés ! »

« Puis, doucement, semaine après semaine, la confiance, la compréhension et l'attachement au groupe s'installent. »

C'est la mère de Corinne Gagnon qui écrit cette lettre à l'intention de l'équipe du programme d'adaptation scolaire de l'école Cardinal-Roy, dans le quartier centre-ville de Québec. Ce programme est destiné aux jeunes qui ont des troubles de comportement ou, comme Corinne, de graves difficultés d'apprentissage. Certains sont même des élèves dont d'autres écoles ne veulent plus à cause de leurs problèmes de comportement. Les parfaits candidats au décrochage, quoi !

Pourtant, aucun des 66 élèves des quatre classes d'adaptation n'a abandonné l'école au cours de l'année.

Le secret de ce succès : l'intégration des matières scolaires. Les élèves suivent des cours réguliers dans les matières de base et peuvent se rendre à l'atelier lorsqu'ils ont terminé leur travail. Un technicien en éducation spécialisée est présent dans la classe pour prévenir les problèmes lorsqu'ils se pointent le bout du nez et pour fixer avec l'élève des objectifs au point de vue du comportement.

L'atelier : une véritable famille

L'atelier, c'est un havre où les jeunes se rendent lorsqu'ils ont bien travaillé, ou alors lorsqu'ils perturbent la classe et ont besoin de réfléchir. Ils y retrouvent Joseph-Antoine Duchesne, un professeur animateur, et font de la cuisine, de la confiserie, de l'horticulture, des préparations de fleurs

séchées, des décorations pour l'école, du recyclage, etc. Certaines réalisations des élèves sont vendues dans des commerces ou au personnel de l'école. Tout ça au son de la musique classique.

Dans cette ambiance amicale, les jeunes s'ouvrent d'eux-mêmes et se mettent à parler des problèmes qu'ils vivent à l'école ou à l'extérieur. En fait, pour bien des jeunes, il s'agit ni plus ni moins d'un substitut à la cellule familiale.

On voudrait éventuellement constituer une mini-entreprise, ce qui permettrait l'autofinancement des activités de formation. Les jeunes pourraient aussi recevoir un petit salaire pour du travail de soir et de fin de semaine, évitant ainsi qu'ils ne s'adonnent à la prostitution ou au trafic de drogue pour s'assurer des revenus.

Les élèves ont aussi l'occasion de faire des stages en milieu de travail, quelques après-midi, dans des organismes communautaires, des épiceries, des pâtisseries ou avec le concierge de l'école.

Reprendre goût à l'école

« Corinne découvre à travers les activités (...) qu'elle a des talents et qu'elle est capable de réussites autres que scolaires, poursuit la mère de Corinne. (...) Doucement, jour après jour, Corinne reprenait confiance en ses capacités et prenait goût à l'école. (...) Et à notre grande surprise, Corinne s'est mise à donner un bien meilleur rendement scolaire. »

Ce que Corinne aime, c'est qu'il y ait des gens pour s'occuper d'elle maintenant. « Au régulier, les profs n'ont pas le temps de

s'occuper de toi, on est 36 dans la classe, explique-t-elle. Ici, quand t'as besoin d'explications, tu peux aller voir le prof ou l'éducatrice et ils prennent le temps de t'expliquer. »

Les techniciens et techniciennes en éducation spécialisée sont les pivots du programme. Ils sont de véritables confidents pour les élèves, des bouées de sauvetage qui permettent aux jeunes de rester à flot. « Elle prend le

temps de te comprendre, raconte Pascal Royer, parlant de son éducatrice Pauline Cardinal. Si tu as des problèmes avec ta famille, tu peux lui raconter et elle va t'aider. »

« Je m'entendais super bien avec Anne (éducatrice), je pouvais lui dire tous mes problèmes, ajoute Corinne. Depuis qu'elle est partie, je n'ose pas en parler à d'autres. »



Joseph-Antoine Duchesne : « Il règne dans le groupe une ambiance familiale, et ça aide à créer des liens et une belle complicité. »

Le décrochage d'une société

QUÉBEC — Il y a près de 35 000 jeunes qui se retrouvent dans la « vraie vie » sans un minimum de formation pour affronter le marché du travail.

Mais il serait trop facile de jeter le blâme sur les jeunes. Le milieu familial et socio-économique a une grande influence sur la réussite scolaire, ainsi que le climat de l'école et les services disponibles. En fait, c'est toute la société qui est accusée de décrochage.

« En résumé, nous serions tentés de dire que nos décrocheurs et décrocheuses sont les laissés-pour-compte de notre système scolaire », écrivent les auteurs de « L'école... facile d'en sortir mais difficile d'y revenir », un document publié par le ministère de l'Éducation. « Pourtant, ce sont des jeunes qui, comme tous les autres, ont des aspirations et des projets qu'ils ne demandent qu'à réaliser. Leur donnerons-nous cette possibilité ? »

Ils raccrochent

La liste des raccrocheurs ne cesse de s'allonger à l'école Boudreau, de Vanier, que certains qualifient de « celle de la dernière chance ». À lire demain dans le cahier MAGAZINE du SOLEIL.

L'entreprise et le décrochage

On a espoir que le programme puisse reprendre en septembre, à l'aide, entre autres, d'une subvention de la Fondation Réussite Jeunesse, mise sur pied par les Boulangeries Weston. « Quand on sait que, de nos jours, un jeune sur trois ne termine pas son secondaire, toute la société doit se sentir concernée par ce fléau, et notamment les entreprises, si elles veulent s'assurer une relève compétente et motivée », affirmait Gaétan Lussier, président de Weston, lors du lancement de la fondation le 12 avril. La Fédération de l'âge d'or et l'Association des cadres scolaires du Québec participent aussi au projet.

Mais l'école Cardinal-Roy a besoin d'environ 30 000 \$ pour que le programme puisse reprendre en septembre. Avec un succès qui ne laisse aucun doute sur l'efficacité de la formule, on espère que des entreprises voudront bien donner leur appui.

ÉDITORIAL

Le caillou
caché dans
l'engrenage

Une cinquantaine de cégépiens ont porté un dur coup à ce que nous avons toujours considéré comme une réussite au Québec : le miracle beauceron. Une contestation, il faut bien le dire, qui déborde le cadre de la Beauce et nous concerne tous.

Ce qu'ils dénoncent, c'est la crise des valeurs qui se cache sous un certain succès économique. Preuve irréfutable que le progrès en affaires, s'il est essentiel, n'apporte pas tout. Il est même subtilement dangereux parce qu'il crée l'illusion que tout va bien. L'homme et la femme avisés n'auraient qu'à s'y intégrer pour couler des jours heureux.

Or, voilà que les finissants du cégep Beauce-Appalaches affirment haut et fort que cela ne règle pas tout. Derrière une certaine prospérité, il y a des problèmes humains. Des problèmes qu'escamotent trop facilement les envolées sur l'entrepreneuriat et la mondialisation des marchés.

Il est frappant de constater que ce sont précisément des adolescents venant d'une région réputée pour son sens de l'initiative qui font cet examen critique. C'est qu'ils en subissent les contrecoups.

Par exemple, ils dénoncent l'ouverture des magasins le dimanche. D'une part, ce sont eux qui constituent la main-d'œuvre dominicale ; d'autre part, enfants de familles éclatées, ils constatent qu'il n'y a plus ni lieu ni temps pour se retrouver en famille.

Voilà un argument qui était utilisé par ceux qui s'opposaient à l'ouverture des magasins le dimanche. Mais il ne faisait pas le poids. Par un curieux retour des choses, ce sont des adolescents qui nous le servent aujourd'hui. La raison en est bien simple : ils en vivent les effets négatifs.

Ces adolescents ne sont pas des révolutionnaires. Ils ne s'en prennent ni à des entreprises qui font des profits ni à une économie régionale qui tourne bien. Ils demeurent des consommateurs. Mais ils veulent aller plus loin. C'est en cela que leur prise de position est constructive et qu'on doit la prendre au sérieux.

Par exemple, ils constatent qu'au point de vue culturel et social le bilan est assez mince. La ville de Saint-Georges n'a-t-elle pas voté NON au projet de construire une bibliothèque municipale ?

Les idéologies qui mobilisent actuellement la population ont le souffle court quand on leur demande d'insuffler un peu de vie dans la société. Sans doute n'est-ce pas leur rôle de donner un sens à l'existence. Aussi serait-il urgent d'en contrebalancer les faiblesses par un discours plus social.

Le suicide chez les jeunes, que déplorent justement les cégépiens de Beauce-Appalaches, illustre cette crise des valeurs que nous hésitons à reconnaître. Dans un texte remis à la presse, les étudiants posent un diagnostic d'une grande lucidité : « Ces jeunes qui mettent fin à leur existence n'indiquent-ils pas qu'un malaise gruge notre société ? »

C'est tout le Québec qui affiche un taux élevé de suicide chez les jeunes. Solitude, marginalisation, éclatement de la famille, avenir sans espoir ? Ce malaise est comme le caillou qui fait grincer la roue d'engrenage. Il est le témoin d'une société qui se cherche encore et qui n'a pas réglé ses problèmes de fond.

JEAN MARTEL

Point de vue

Une bonne gestionnaire ?

par JEAN GRANDMAISON

Très fière d'elle-même, la mairesse de Sainte-Foy, Mme Andrée Boucher, ne se gêne pas pour commenter tout ce qui bouge dans la région.

Elle aime souligner sa performance financière à Sainte-Foy et claiçonner sa capacité de gérer efficacement les finances publiques. Sa principale critique face aux Jeux de 2002 est basée sur son désir de ne pas taxer davantage les contribuables.

Ce qui me surprend, c'est la perception populaire que madame Boucher gère efficacement l'argent des contribuables. Dans son spécial budget 1994 elle affirme : « le développement de Sainte-Foy en 1993 et le rythme inégal de son expansion démontrent que la foi est grande dans l'administration de la ville de Sainte-Foy. Elle souligne son dynamisme, sa capacité d'entreprendre, sa rigueur administrative et ses bonnes décisions prises au bon moment ».

À mon avis, sa bonne gestion est un mythe. Voici pourquoi. Le tableau suivant résume la situation financière en 1994 de Sainte-Foy et de Charlesbourg, deux villes de même taille : Sainte-Foy : population 71 100, budget 1994 : 115,8 millions \$, budget per capita 1628 \$; Charlesbourg : population 70 800, budget 1994 : 73,9

millions \$, budget per capita 1043 \$.

En résumé, Sainte-Foy bénéficie d'un montant additionnel de 42 millions \$ par rapport à Charlesbourg, ou 57 % de plus. Qu'est-ce qui peut expliquer un tel écart de 42 millions \$? Des services plus nombreux et de meilleure qualité ? Ça semble peu évident.

En fait, madame Boucher bénéficie d'un contexte régional très avantageux pour Sainte-Foy sur le plan des revenus. En 1994, avec un taux de taxe foncière de 1,09 \$ comparativement à 1,82 \$ à Charlesbourg, Sainte-Foy peut malgré tout compter sur des revenus supérieurs de 42 millions \$.

Comment expliquer cette situation privilégiée ? En raison de sa situation géographique (porte d'entrée de la région), Sainte-Foy profite de revenus de caractère régional en provenance de l'université Laval, du Parc technologique, des établissements gouvernementaux, des centres commerciaux, des hôtels et commerces.

Ces équipements majeurs desservent toute la région mais ne rapportent des taxes qu'à Sainte-Foy. Avec ce surplus important de revenus, le principal défi de la mairesse consiste à éviter de réaliser des éléphants blancs... et ce malgré les tentatives occasionnelles !

M. Jean Grandmaison est de Charlesbourg.

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration :
PIERRE DES MARAIS IIPrésident et Éditeur :
GILBERT LACASSEÉditeur adjoint et rédacteur en chef :
J.-JACQUES SAMSONDirecteur de l'information :
ANDRÉ FORGUES

McKENNA ÉVACUE SON CABINET



Le «scrum» du premier ministre

«Que nous vaut cet honneur ? » a lancé, jeudi, le doyen des journalistes en poste à l'Assemblée nationale, Normand Girard, quand le premier ministre Johnson a fait son entrée dans la petite pièce du parlement, où se tiennent les « points de presse », communément appelés *scrum*.

« Je me suis ennuyé de vous autres », a-t-il répondu avec le même sourire, ajoutant qu'il avait « laissé les enfants à la maison », contrairement à ce qui s'est produit, dimanche dernier, à Drummondville, quand des membres de la commission jeunesse du PLQ se sont improvisés gardes du corps.

Une hirondelle ne fait pas le printemps, mais il faut reconnaître qu'après une semaine particulièrement difficile dans ses relations avec les médias, M. Johnson a fait un louable effort pour détendre l'atmosphère.

Une des choses les plus irritantes pour les journalistes est cette habitude de filer à l'anglaise prise par M. Johnson, alors qu'une rencontre de presse est prévue. Cette fois-ci, il s'est amené sans s'être officiellement annoncé. C'est vraiment trop de bonté.

Au bunker, on a apparemment compris qu'il y avait un problème et que des correctifs doivent absolument être apportés avant la prochaine campagne électorale, sans quoi la tournée de M. Johnson risque de tourner à la catastrophe. Mieux vaut tard que jamais.

Je ne voudrais pas paraître ingrat, mais je me demande s'il nous aurait fait l'honneur de sa présence, si une question du député indépendant Robert Libman ne l'avait amené à réaffirmer un peu malgré lui le droit du Québec à l'autodétermination, sous les applaudissements de l'opposition péquiste.

En tout cas, s'il avait déjà décidé de ré-

La chronique de
Michel
DAVID

pondre aux déclarations faites la veille par Jacques Parizeau, et l'avant-veille par Jean Chrétien, il s'était bien gardé de le faire savoir. En début d'après-midi, il n'y avait encore aucun indice de *scrum*. Une note griffonnée à la hâte par son attaché de presse est parvenue au « pigeonier » d'où les journalistes observent la période de questions seulement après l'intervention de M. Libman.

On peut très bien comprendre l'impatience grandissante de M. Johnson, dont personne ne semble tenir compte depuis quelque temps dans le débat sur la souveraineté. Mais coïncé entre sa condition de « Canadien d'abord et avant tout » et l'obligation que sa fonction lui impose de défendre le droit des Québécois à choisir librement leur pays, sa position est délicate.

En soi, le droit à l'autodétermination ne pose plus de problème au PLQ, depuis que Robert Bourassa a expliqué que « la souveraineté est dans le peuple ». Ainsi, le peuple québécois peut très bien exercer sa souveraineté en décidant de rester à l'intérieur du Canada, comme il l'a fait au référendum de 1980. Donc, les Québécois sont libres. Conséquemment, le Québec l'est aussi. Alors, il n'a pas besoin de se séparer... Enfin, vous connaissez M. Bourassa.

Là où ça se complique, c'est quand on fait l'hypothèse que les Québécois décident de quitter le Canada. Jean Chrétien soutient qu'il faudrait l'assentiment d'Ottawa, mais s'ils ont réellement le droit de choisir, ça suppose que le reste du Canada de-

vrait respecter ce choix et reconnaître le nouvel État, n'est-ce pas, M. Johnson ? M. Johnson, vous êtes toujours là ? M. Johnson ? À trois reprises, on lui a posé la question. Sans succès.

Après un *scrum*, il est toujours intéressant de voir ce qu'ont retenu les médias. Vous pouvez être sûr qu'au bunker, où on est convaincu que le seul objectif des journalistes est d'embêter le gouvernement - remarquez, tous les gouvernements pensent ça -, les bulletins télévisés de jeudi soir et les journaux d'hier ont fait l'objet d'une analyse serrée.

Le message que voulait transmettre M. Johnson était que Jacques Parizeau est en train de semer la zizanie avec son projet d'indépendance, que « la souveraineté dans l'allégresse n'existe pas ». Bref, avec le PQ, ce serait la chicane, l'anarchie, peut-être pire... Tandis qu'avec les libéraux, les Québécois pourraient continuer de jouir en toute quiétude des bienfaits de l'union économique canadienne.

Si le simple fait de parler de ces choses suffit à soulever les passions, pourquoi lui-même insiste-t-il tant pour en faire l'enjeu des prochaines élections ? a-t-on demandé au premier ministre. Mais non, c'est lui. C'est-à-dire que... Bon, passons.

Succès total dans *The Gazette*, qui a titré : *Premier predicts 8 months of rancor and ill-will under PQ plan*. Dans les médias francophones, l'accent a plutôt été mis sur la reconnaissance par M. Johnson du droit à l'autodétermination du Québec, avec la zizanie péquiste en mode mineur. Ce n'est peut-être pas tout à fait ce qu'il souhaitait, mais c'est quand même bien mieux qu'un titre du genre : *Johnson refuse de dé-savouer Chrétien*.

Vous voyez bien, M. Johnson, ce n'est pas si pire que ça, les *scrum*. Tant que vous promettez de laisser les enfants à la maison, vous êtes toujours le bienvenu.

Votre Opinion

La carte de l'Union

Hier, un certain cléricisme d'une certaine Église qui se meurt a voulu usurper le droit au peuple de penser lui-même sa foi et surtout de la dire et de la chanter en ses mots à lui. Voilà qu'aujourd'hui un néocléricalisme d'une certaine société sclérosante veut usurper au peuple le droit de dire et de chanter lui-même ses poèmes, ses espérances et ses colères, s'il n'a pas sa « carte ».

Hier des croyants ont dû braver les anathèmes et les excommunications ; aujourd'hui le peuple attend que des individus lui libèrent la parole malgré les risques de néo-excommunications, afin de lui sauver le droit de dire et de chanter lui-même en public ses poèmes et ses dramaturgies et même le droit de s'en composer de nouveaux.

Un « artiste » qui n'a pas sa « carte » de l'Union des artistes et qui journa dans les Mystères de Québec les 23, 24, 25, 28 et 29 juin.

Royal Charbonneau
Donnacona

Partir en guerre ?

(Lettre à madame Brigitte Bardot)

C'est avec grand intérêt que

j'ai lu vos commentaires sur la récente déclaration d'un député de l'Assemblée nationale relativement à la chasse aux phoques.

Cependant, en évaluant tout l'intérêt que vous mettez dans la défense de cette noble cause, je me demande si, plus près de votre terre natale, vous vous êtes interrogée sur des luttes beaucoup plus urgentes et combien plus cruelles qui affligent certains de vos protégés.

En effet, que penser des corridas où le seul plaisir consiste à voir agoniser un noble taureau attaqué par des lancettes qui le font mourir au bout de son sang ? Que penser aussi de nos magnas du pétrole du Moyen-Orient qui paient encore des fortunes pour des rapaces venus de l'hémisphère nord, oiseaux en voie d'extinction, afin de s'adonner à un sport moyenâgeux qu'est la fauconnerie ? Qu'en est-il encore de vos intérêts pour la chasse aux baleines pratiquée par vos amis russes ou japonais qui, par le biais de canons, lancent des harpons à de pauvres cétacés lorsqu'ils font surface pour respirer ?

Il n'y a pas l'ombre d'un doute, que dans chaque cas, le sort

réserve à ces animaux est inhumain et cruel.

En ce qui a trait aux taureaux, vous êtes sans doute indignée et je vous vois d'avance rager sur la mort avilissante qui forme leur destin. Il s'agit en effet d'un anachronisme qui nous reporte au cirque de Rome où les seuls applaudissements vont à l'assassin d'une pauvre bête qui livre son sang à une foule déchainée.

Ces choses étant dites, consacrez donc vos dix prochaines années à l'étude de ces dossiers beaucoup plus atroces qu'à de pauvres Madelinots qui n'ont commis comme péché que de perpétuer une tradition acquise par les premiers arrivants en terre d'Amérique, les autochtones, tradition qui assure leur survie encore aujourd'hui. Comme les autochtones utilisent encore cette pratique, entendez-vous aussi partir en guerre contre eux ?

Claire Savard
Charlesbourg

La sécession

L'indépendance du Québec pourra survenir de façon légale

au terme d'une période de transition grâce à la conclusion d'une série d'ententes canado-québécoises ou, de façon illégale, par suite d'une déclaration unilatérale d'indépendance.

En ce cas l'indépendance deviendra légale si les autorités québécoises parviennent à l'imposer. Le Québec et le Canada devront alors négocier la solution des problèmes relatifs à la succession d'État.

Bien entendu, les dirigeants sécessionnistes doivent « préparer le terrain » en ce domaine bien avant l'indépendance (ce que fait Lucien Bouchard), car les autorités québécoises devront négocier avec certains gouvernements étrangers la reconnaissance du Québec et son admission à l'ONU et à d'autres organismes internationaux.

Car, en plus de posséder « un embryon de pouvoir politique », notre peuple (les Québécois) possède une certaine dimension politique ; celle-ci dépend de certains faits mais elle dépend aussi et dans une large mesure de l'appréciation de la société internationale.

Roger Larrivée
Sainte-Foy

Vote crucial pour l'avenir de MIL Davie

LEVIS — Quand, demain matin, les 2300 travailleurs de la production de MIL Davie auront franchi les portes du Collège de Lévis pour l'assemblée générale de leur syndicat, ils seront placés devant un choix déterminant : ou bien c'est la formule de rémunération classique qui leur accorde actuellement 18,50 \$ de l'heure, ou c'est l'acte de foi d'une baisse de 15 % avec une participation palpable au succès futur du chantier.



par
Marc
ST-PIERRE

Plus tôt cette semaine, le président du grand chantier maritime, Guy Véronneau, a abruptement campé la situation sur la place publique. Devant la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, il a clamé haut et fort qu'une baisse salariale de 15 % est absolument nécessaire pour permettre à la MIL Davie d'être concurrentielle sur les marchés canadiens et internationaux. Sinon, fini le premier employeur industriel de l'axe Québec-Lévis.

Cette baisse de salaire est comprise dans le « package deal » de cinq ans qui a été remis aux négociateurs du Syndicat des travailleurs du chantier naval (CSN), le 5 mai, visant à établir un nouveau binôme coûts-productivité pour le chantier Davie. L'offre est tombée sur la table après des négociations de 18 mois sur la réorganisation du travail que le grand patron Véronneau avait fini par trouver, paraît-il, un peu longues. Longues dans la mesure où il ne reste pas grand temps pour une entreprise engagée dans une course contre la montre.

Le carnet de commande de MIL Davie est vide ; les mises à pied déboulent avec la fin des contrats militaires ; à Noël, il n'y aura plus que 200 personnes sur le chantier ; sa seule planche de salut, c'est une percée sur les marchés internationaux. Les travailleurs le savent.

Il y a une huitaine, chacun des travailleurs a reçu par la poste une copie du document de 110 pages accompagné d'un résumé. Résumé qui fait état de la concession de 15 % et qui la situe dans le con-

texte qu'« on ne peut d'aucune façon percer le marché international sans se donner les moyens d'être plus productif et concurrentiel ».

« Ce n'est pas un bluff. Ce n'est pas du chantage. Je fais de l'information. On a besoin de ce qu'on a besoin. On ne joue pas à la cachette », a sans ambages indiqué au SOLEIL le président Véronneau, cette semaine.

Par ailleurs, ce n'est pas une perte sèche pour les employés ; elle est assortie d'une redistribution des gains de l'entreprise qui pourra être supérieure à la baisse moyennant le niveau de réussite du plan d'affaires, a-t-il ajouté.

Dans l'esprit de Mme Gina Perreault, une porte-parole de MIL Davie, c'est le souffle requis pour gonfler la voile. « Cette réduction-là est vraiment le tremplin pour le marché international. La baisse de 15 % est une des composantes mais, comme les autres, elle est essentielle pour la réussite du plan d'affaires », a-t-elle affirmé.

Le président de MIL Davie clame qu'une baisse salariale de 15 % est impérative

Les autres composantes, ce sont l'utilisation de nouvelles technologies et de nouvelles façons de faire. Selon les estimations du grand chantier, la baisse de 15 % signifierait de fait à elle seule 2 millions \$ de moins pour chacun des navires commerciaux de série « made in Lévis » que cible le plan d'affaires. Plan qui vise à couper une fois pour toutes le cordon ombilical des contrats militaires — dont la belle époque est d'ailleurs révolue — et des subventions à gogo.

Il est clair que le bistouri se doit d'être tranchant. Le taux de



Le chantier maritime MIL Davie de Lévis n'a plus de contrat et sa survie dépend maintenant de ce que décideront les syndiqués, demain, en assemblée générale.

dépendance du chantier envers l'industrie militaire aura été jusqu'à présent de 91 %, selon les données d'un groupe de recherches de l'Université du Québec à Montréal.

« La scie mécanique dans la convention »

Mais pour les travailleurs, la baisse voudrait dire un salaire horaire moyen de 16,25 \$ au lieu des quelque 18,50 \$ actuels. Et le portefeuille, c'est bien connu, a des sensibilités que la raison ignore. Bien que le partage des bénéfices puisse l'amoindrir, la baisse a de quoi effacer, et même au-delà, les gains cumulatifs de 3,5 %, 3 % et 2 % réalisés au fil du contrat de travail qui s'achève.

Point sensible également, l'offre comprend un programme de mise à la retraite volontaire qui cible entre 125 et 175 employés sexagénaires.

L'offre du 5 mai volatilisait aussi un certain nombre de « bonbons »

naguère acquis par les travailleurs, entre autres la majoration de 1 % de la paie de vacances, l'allocation de vêtements de 200 \$, les primes de travail malpropre et en milieu toxique. Le temps double saute aussi.

« Tout mis ensemble, c'est 20 % que l'entreprise demande. C'est la scie mécanique dans la convention », estime à l'oeil le président du syndicat, Richard Gauvin, qui accueille avec une moue la formule de partage des profits.

À son avis, la négociation était à mettre en place tous les autres

éléments nécessaires à la maximisation de la productivité pour la partie concernant les travailleurs. Des travailleurs qui au cours des derniers deux ou trois ans ont déjà consenti beaucoup pour permettre au chantier de réaliser un gain de productivité de 50 %.

« On sera compétitif. Une baisse de salaire n'est pas nécessaire dans ce contexte », affirme-t-il.

« Il y a une stratégie patronale là-dedans. Les résultats de l'assemblée de dimanche diront à qui ça profitera. Il y aura un vote secret là-dessus », conclut-il.

En attendant le résultat du vote, tous les milieux intéressés au devenir du survivant des chantiers maritimes québécois retiennent leur souffle, croisent les doigts et se tiennent cois, de peur de faire dérailler le train.

Il y a de quoi. À l'heure actuelle, MIL Davie, c'est 40 % des emplois manufacturiers de la MRC Desjardins. C'est aussi 2000 travailleurs au total. Des travailleurs de toute la région. Il n'y a pas si longtemps, par exemple, 500 de ses employés provenaient de Belchasse et même d'au-delà.

«C'est la scie mécanique dans la convention», dit le président du syndicat Richard Gauvin

Dans le futur, un chantier vivant voudra dire 1500 emplois et 2 milliards \$ de retombées.

M. Antoine Dubé, député de Lévis aux Communes, a bien brossé l'état d'esprit qui prévaut partout à l'extérieur du chantier à la veille de l'assemblée. « Tout le monde conçoit que c'est une négociation vitale et importante. Il faut à tout prix s'abstenir de jeter de l'huile dans un dossier aussi délicat », a-t-il dit en souhaitant que travailleurs et patrons continuent de se concerter comme ils le font depuis des mois.

M. Gilles Lehoullier, porte-parole du Comité Action MIL Davie, est sur la même longueur d'onde. « L'enjeu actuel qui se pose, c'est que les deux parties en viennent à une entente pour que MIL Davie puisse fonctionner et survivre », a-t-il indiqué. « Si ça ne devait pas se régler, ce serait une catastrophe pour la grande région de Québec », d'ajouter M. Lehoullier.

CLINIQUE HORTICOLE DES AMIS DES PLAINES D'ABRAHAM
C'EST LE MOMENT DE POSER VOS QUESTIONS?



Invité: Régis Lavoie, horticulteur D.T.A. à la Commission des champs de bataille nationaux

Sujet: "Trouvez réponses à vos questions" Vous ne savez pas quoi acheter? Les vivaces, annuelles, arbustes, engrais, etc.

Quand: Le dimanche 29 mai 1994

Heure: 10h à 12h

Endroit: Jardin Jeanne d'Arc sur les plaines d'Abraham

Coût: Gratuit

Inf.: 648-3810

IL N'Y A PAS D'ANNUÉLITÉ QUE 15 \$ PAR PERSONNE, 25 \$ PAR COUPLE OU 30 \$ PAR FAMILLE POUR DEVENIR MEMBRE DES AMIS DES PLAINES D'ABRAHAM ET BÉNÉFICIER DE NOMBREUX PRIVILÈGES.

PRESSÉ PAR LE TEMPS?

AUBAINE 2 1/2 meuble chauffé 750,00 \$. Libre immédiatement, vue panoramique, lie des Soeurs. Demandez Lucie après 18h00.

AUTEUIL, superbe condo bien situé, 5 grandes pièces, chauffage au gaz, piscine intérieure, stationnement privé.

À LAVAL, 1 mois gratuit, rénovations légères à exécuter, grand loft, lav/séch, garage intérieur, occupation immédiate 600 \$, près du Centre 200.

BOISBRIAND, 5 1/2 frais petit tout rose style condo, très propre, plancher bois, autobus libre en septembre ou avant.

BOIS-DES-FILLES, luxueux condo de 6 pièces, sur deux étages, foyer en marbre, entrée privée, très silencieux, près de



BOUCHERVILLE grands 4 1/2, 5 1/2 et 6 1/2 alarme foyer, tourbillon, très propres ménage fait, possibilité chauffés ou éclairés, service de conciergerie, entrée lav/séch, près toutes commodités, libre juillet.

ROSSARD, grand 3 1/2 poêle bois, près des services, balcon, très facile au pont Champlain.

ROSSARD, à 5 min du centre-ville, tourbillon, beau 1 1/2 lav/séch, table billard comprise, 827 \$.

BOUCHERVILLE grands 4 1/2, 5 1/2 et 6 1/2 alarme foyer, tourbillon, très propres ménage fait, possibilité chauffés ou éclairés, service de conciergerie, entrée lav/séch, près tout.

DUVERNAY, pris avant la \$ 490 \$ pas d'impôt 3 ans.

DUVERNAY, pris avant la \$ 470 \$ pas d'impôt, madame Lav.

DUVERNAY, pris avant la \$ 490 \$ pas d'impôt 3 ans.

DUVERNAY, pris avant la \$ 470 \$ pas d'impôt, madame Lav.

DUVERNAY, pris avant la \$ 490 \$ pas d'impôt 3 ans.

DUVERNAY, pris avant la \$ 470 \$ pas d'impôt, madame Lav.

Vous déménagez? Libérez-vous en nous avisant par téléphone ou par la poste.

Hydro-Québec

Le meilleur de nous-mêmes

AUCUN DÉPOT AVANT MARS 95
AUCUN INTÉRÊT • AUCUN PAIEMENT, MÊME SUR LES TAXES!

EPSON NoteBook PC

Seulement 5.5 lbs.

ECRAN 10" VGA-Monochrome

UN DESIGN INTELLIGENT À UN PRIX INTELLIGENT

• Processeur 486 SLC2-50 Mhz

• Trackball de Logitech

• Sac de Transport

EXPANSION POSSIBLE JUSQU'À 6MB RAM

1799⁰⁰

LES ILLUSTRATIONS PEUVENT DIFFÉRER DES MODÈLES EN VENTE. CERTAINS ARTICLES PEUVENT ÊTRE DES MODÈLES DÉMONSTRATEURS OU FIN DE LIGNE ET NE SONT PAS DISPONIBLES DANS TOUTS NOS MAGASINS.

PLACE LEBOURGNEUF

5500 boul. Des Gradins Québec

628-5500

AVENTURE ELECTRONIQUE
Le Futur c'est Aventure...

CREATIVE CREATIVE LABS, INC.

OMNI CD

LOGICIELS INCLUS

ADUS PHOTOSTYLER SE QUICK CD

RABAIS DE 130\$

299⁰⁰

• Mise à jour interne CD-ROM

• Double vitesse 300Kb/sec

• Temps d'accès 350 ms

• MPC niveau 2

BOUTIQUES DE QUÉBEC ET DE LA RÉGION

• Galerie de la Capitale • Galeries Chagnon

• Place Fleur de Lys • Place Laurier

• Place du Royaume (Chicoutimi)

• Centre Rivière-du-Loup • Carrefour St-Georges-de-Boucou

• La Grande Place (Rimouski)

GALERIES CHAGNON

300, Côte Passage Lévis

835-5500

AUCUN COMPTANT NÉCESSAIRE



Gaétan Francoeur



Rock Grondin



Mario Moffet



Mario Cloutier



Benoît Lizotte



Denis Fluet



Sandy Tarczali



Marcel Théberge



Daniel Dumont



Luc Pelletier



Simon Nadeau



Denys Pampalon



Patrick Dubé

OLSMOBILE ACHIEVA 1994



2000\$ comptant 289\$ par mois
1500\$ comptant 304\$ par mois
1000\$ comptant 319\$ par mois
Aucun comptant 349\$ par mois

36 mois seulement. 72 000 km prévus au bail. Taxes en sus.

GEO METRO 1994 BERLINE



1000\$ comptant 223\$ par mois
500\$ comptant 238\$ par mois
Pas de comptant 253\$ par mois
1500\$ comptant 208\$ par mois
2000\$ comptant 192\$ par mois

36 mois seulement. 72 000 km prévus au bail. Taxes en sus.

20 PICK-UP 1994 IDENTIQUES



2000\$ comptant 220\$ par mois
1000\$ comptant 250\$ par mois
Aucun comptant 281\$ par mois
500\$ comptant 266\$ par mois

36 mois seulement. 72 000 km prévus au bail. Taxes en sus.

AVANT D'ACHETER, comparez les prix Marlin

MARLIN GEO
Chevrolet Olsmobile inc.
c'est grandement accueillant!
2145, boul. Charest Ouest, Québec
688-1212

Andrée Juneau, franc-tireuse des réfugiés politiques

Un voyage autour du monde... dans un bungalow de banlieue

CHARLESBOURG — C'est dans le sous-sol d'un typique bungalow de banlieue tout ce qu'il y a de moins cosmopolite qu'Andrée Juneau fait son voyage autour du monde. Vietnam, Cambodge, Laos, Roumanie, Bosnie-Herzégovine, Ouganda, Afghanistan, Sénégal, Zaïre. Ça dure depuis 15 ans et ça devrait durer encore longtemps.

par ALAIN BOUCHARD
LE SOLEIL

En fait, c'est plutôt le monde qui voyage dans le bungalow d'Andrée Juneau. C'est là qu'elle bâtit, pilote, fait débiter les plus durs dossiers de réfugiés politiques qui atterrissent à Québec. Avec un téléphone et un télécopieur.

Andrée Juneau est une sorte de Lucky Luke de l'immigration. Elle agit plus vite que son ombre... même si le résultat, lui, est loin d'être toujours instantané. Comme l'a récemment démontré le désormais célèbre cas des Malaroi.

Au contraire de Lucky Luke cependant, elle agit surtout dans l'ombre. Par stratégie ou par tempérament ? Probablement pour un peu des deux.

Andrée Juneau est une sorte de Lucky Luke de l'immigration

Mme Juneau, 50 ans, est responsable de l'accueil aux réfugiés au sein de l'AMIE (Aide médicale internationale à l'enfance). « Un petit organisme qui fait de grandes choses », dit-elle. Exactement à sa mesure : une petite femme qui fait de grandes choses.

Rien ne la prédestinait spécialement à la tâche. Fille unique choyée d'une famille aisée de Limoilou ; infirmière qui deviendra plus tard professeur de soins psychiatriques infirmiers au cégep François-Xavier-Garneau. Mais rien, en apparence seulement. « Parce que dans les faits, je me suis modelée aux très grandes valeurs de justice de mes parents et de mon quartier ». De telle sorte qu'à 13 ans, elle était bénévole dans une colonie de vacances pour enfants défavorisés.

Le choc de « La Déchirure »

« Ma ligne de vie tourne autour de mon intolérance à la souffrance », dit-elle. Je veux bien croire que ça fait partie de la condition humaine. Mais je refuse d'y assister en spectatrice. »

Et à ceux qui seraient tentés de l'inviter à soulager alors les miséreux d'ici, plutôt que ceux d'ailleurs dans le monde ? elle répond tu tac au tac : « Si vous, vous les trouvez miséreux, mais alors secourez-les vous-mêmes ! On ne peut pas prioriser toutes les causes. Il s'agit seulement que

chacun agisse sur ce qu'il croit le plus injuste. »

Le vrai grand plongeon commence dans une salle de cinéma, devant *La Déchirure*. Une petite Vietnamiennne de trois ans qui git seule parmi les débris d'un village bombardé met Andrée Juneau en état de choc. Puis un autre film, *Les uns les autres*, du célèbre Claude Lelouch celui-là, fait le reste. « Je suis brutalement mise en contact avec un souffrance absurde, cruelle, inutile », raconte-t-elle.

Elle avait 35 ans. Elle venait de passer sept ans à la maison pour avoir et « faire démarrer » ses enfants dans la vie. Elle retournait à l'enseignement et était prête pour encore bien plus. Un dépliant de l'AMIE tombe dans sa boîte aux lettres. C'est tout ce qu'il lui fallait.

« Mon contact avec les autres ethnies du globe, confie-t-elle, m'apporte la sagesse de l'inconfortable incertitude. Être trop sûr d'avoir trouvé la vérité empêche de se poser des questions et peut entraîner l'atrophie de l'intelligence. »

Et elle le dit un peu sur le bout des lèvres, pour ne pas blesser, mais à cet égard, elle trouve que les Blancs nord-américains exercent parfois une sorte de colonialisme déguisé ; dans leur façon, par exemple, de vouloir que tous les enfants du monde soient élevés comme les leurs.

Andrée Juneau déteste les pirouettes et entrecats de la bien-séance organisée. « La souffrance, dit-elle, interdit les faux-semblants et les faux-fuyants. Ce que je fais me permet un mode relationnel authentique. Pas de place pour le masque. Les règles du jeu sont claires. »

« La souffrance interdit les faux-semblants et les faux-fuyants »

Je suis une gourmande

Elle déteste tout autant ce qu'elle appelle le « gnagnanisme », cette manie de tout déplorer sans jamais rien faire. Elle préfère la satisfaction d'agir, qui, à son avis, est une manière de récupérer son pouvoir personnel. Sa fille Marie-Josée, 25 ans, étudiante au doctorat, n'a pas tardé à

choisir la même voie, à ses côtés.

« Je ne suis pas une sainte femme qui se sacrifie, insiste Mme Juneau. Je ne suis pas non plus une carencée affective ; ce serait plutôt le contraire. Les réfugiés nous retournent ce qu'on leur

« Le monde est trop vaste pour que je me contente d'un seul petit morceau »

donne. On a un fun noir avec eux. Ils nous permettent de desserrer nos vieux corsets : les carapaces emprisonnent autant qu'elles protègent. Ils soignent notre allergie au plaisir, nous rappellent le sens de la fête. »

Et puis, lance-t-elle, y a-t-il tellement de différences ? Pourquoi ne pas plutôt célébrer ce qui est pareil ? « La musique, tiens, est universelle. Les différences sont

souvent très arbitraires. Les mots ? En a-t-on tellement besoin pour vraiment communiquer ? Combien de fois on ouvre la bouche pour dire le contraire de ce qu'on pense ? »

Mais encore, qu'est-ce qui fait tant courir Andrée Juneau après les réfugiés vietnamiens, cambodgiens, bosniaques et autres ?

« Au fond, laisse-t-elle tomber, je suis une gourmande. Le monde est trop vaste pour que je me contente d'un seul petit morceau. C'est peut-être une question d'appétit. »

Elle vous invite là-dessus à aller marcher dans la petite Asie de la rue Saint-Vallier Est, au centre-ville de Québec ; particulièrement quand il fait chaud et que les odeurs jaillissent des fenêtres ouvertes.

« Elles donnent le goût de danser sur le trottoir... »



Le contact avec les autres ethnies du globe apporte à Andrée Juneau la sagesse de l'inconfortable incertitude.

FLORALIES JOUVENCE

CENTRE JARDIN

Chef de file des centres jardins à Québec

ANNUELLES
COSMOS et ALYSSUM



limite 1 98
5 par client
caissettes 12 cosmos ou 15 alyssum

LILAS
12⁸⁸
60 cm

VIVACES
1⁸⁸
pot de 4 po

COMPOST DE CREVETTES
3⁹⁸
35 litres

Spéciaux en vigueur jusqu'au 5 juin
ou jusqu'à épuisement des stocks
BOTANIX SERVICE D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER



SAINTE-FOY
Boul. Charest Ouest
sortie Jean-Gauvin

LÉVIS
4760, boul. de la Rive-Sud

PINTENDRE
828, route Kennedy

automobiles

ROBERGE
NISSAN

5 minutes de la chute Montmorency

6964, boul. Sainte-Anne, L'Ange-Gardien, 822-1475

PROFITEZ DES AVANTAGES DU NOUVEAU CRÉDIT BAIL NISSAN

LE MEILLEUR SERVICE APRÈS-VENTE À QUÉBEC

LA MEILLEURE GARANTIE DE L'INDUSTRIE CHEZ :

VOITURES DE COURTOISIE SANS FRAIS

Automobiles Prime Roberge

ASSISTANCE ROUTIÈRE

Automobiles Prime Roberge

3 ANS KILOMÈTRE

Automobiles Prime Roberge

ILLIMITÉ

Automobiles Prime Roberge

GARANTIE

6 ANS / 100 000 KM

SENTRA DLX 1994

2 portes, 5 vitesses, servofrein, servodirection, sièges en tissu, garde-boue, moulures protectrices incluses

179\$ par mois
48 mois

Comptant de 1500\$. Premier versement 179\$. Dépôt de sécurité de 300\$ remboursable à la fin du bail. Taxes (TPS et TVQ), transport, préparation, immatriculation et assurances en sus. 24 000 km par année. 7^e du km excédentaire. Aucune obligation d'achat. Valeur de rachat garantie par NCF. AUTRES OPTIONS DE VERSEMENTS INITIAUX DISPONIBLES. Informations sur place.

ALTIMA XE 1994

5 vitesses, radiocassette AM-FM 4 haut-parleurs, servofrein, servodirection, régulateur de vitesse, 2 coussins de sécurité, 2 rétroviseurs, intérieur fini velours, et plus

259\$ par mois
36 mois FINANCEMENT 5,8%

Comptant 2000\$. Premier versement 259\$. Dépôt de sécurité de 350\$ remboursable à la fin du bail. Taxes (TPS et TVQ), transport, préparation, immatriculation et assurances en sus. 24 000 km par année. 7^e du km excédentaire. Aucune obligation d'achat. Valeur de rachat garantie par NCF. AUTRES OPTIONS DE VERSEMENTS INITIAUX DISPONIBLES. Informations sur place.

SENTRA DLX 1994

4 portes

199\$ par mois
48 mois

Comptant 1500\$. Premier versement 199\$. Dépôt de sécurité de 300\$ remboursable à la fin du bail. Taxes (TPS et TVQ), transport, préparation, immatriculation et assurances en sus. 24 000 km par année. 7^e du km excédentaire. Aucune obligation d'achat. Valeur de rachat garantie par NCF. AUTRES OPTIONS DE VERSEMENTS INITIAUX DISPONIBLES. Informations sur place.

MAXIMA GXE 1994

(AA00)

369\$ par mois
36 mois

Comptant 2550\$. Premier versement 369\$. Taxes (TPS et TVQ), transport, préparation, immatriculation et assurances en sus. 24 000 km par année. 7^e du km excédentaire. Aucune obligation d'achat. Valeur de rachat garantie par NCF. AUTRES OPTIONS DE VERSEMENTS INITIAUX DISPONIBLES. Informations sur place.

SPECIAL LIQUIDATION - SPECIAL LIQUIDATION

SPECIAL LIQUIDATION - SPECIAL LIQUIDATION